

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20°)
(Chèque postal : N. Faucier 4165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an	22 fr.	Un an	30 fr.
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Trois mois	5 fr.	Trois mois	7 fr.

Chaque postal : N. Faucier 4165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

Liquidation de la dernière et préparation de la prochaine

Enfin nous allons être délivrés du cauchemar : encore un peu de patience et il ne restera plus de la guerre — de la dernière des guerres — qu'un mauvais souvenir estompé dans le brouillard des temps... Telle est du moins la prétention de ceux qui président, présentement, aux destinées des peuples ex-belligérants.

Après Genève, Rappallo, Gênes, et nous en passons, se tient en ce moment la n° conférence des hommes d'Etat.

Réunion très importante, certainement la plus importante de toutes celles du même genre tenues depuis la fin de la guerre. Elle se propose, en effet, de régler d'une façon définitive (?) la répartition des charges inhérentes au dernier conflit.

Donc à l'ordre du jour : l'éternelle question du paiement des dettes, les réparations et en plus, cette fois — pilule amère pour les nationalistes français — l'évacuation anticipée de la Rhénanie.

Si l'on en juge par les déclarations de certains délégués à la conférence, en particulier celles de Philipp Snowden, chancelier de l'Echiquier de la Grande-Bretagne, la discussion sera passablement animée. L'Angleterre n'estimant lésée par le plan Young ne manquera pas de faire entendre d'énergiques protestations. Elle s'élèvera surtout contre le système des réparations en nature, ce dont il ne faut pas s'étonner, de la part d'un pays dont la prospérité est liée aux exportations.

Comme il est à peu près certain que d'autres nations tiennent également en réserve leurs revendications qu'elles jeteront dans la balance au moment opportun, la fameuse conférence pourrait bien se terminer par un fiasco, masqué naturellement aux yeux du public par une solution provisoire.

Liquidation ! Liquidation ! clame cependant, à tous les échos notre national Briand.

Oui, liquidation ! Mais surtout liquidation du traité de Versailles serait l'expression plus conforme à la réalité. Ce fameux traité — au bas duquel, cependant, le « Tigre » avait apposé sa griffe — réplique pour les Français, au traité de Francfort.

Elaboré au temps où la victoire « au-réolait le poilu d'une gloire immortelle », il n'était question que d'une vaste razzia, dans laquelle les Alliés auraient trouvé amplement dédommagement de leurs frais de guerre.

Le gouvernement français dépensait sans compter ; c'était le temps béni où Klotz lançait sa fameuse formule : « L'Allemagne paiera ». Et les gogos — hypnotisés par la rançon, fabuleuse à leurs yeux, qu'on allait exiger de l'Allemagne — prétaient à l'envi. Pauvres préteurs...

Cependant que la surenchère se donnait libre cours : « Il faut raser l'Allemagne et, si besoin est, tuer encore du boche », voilà ce que répétaient aux alentours de 1919, de pauvres bourgeois, chauffés à blanc par une presse nationaliste autant qu'odieuse. Sans même se rendre compte, tant était grande leur aberration, qu'on ne supprimait pas d'un trait de plume de la carte du monde, un pays de soixante millions d'habitants.

Comme les choses ont changé depuis cette époque... Ce n'est même plus la période de la « main au collet » ; de l'occupation de la Ruhr.

Le chef d'orchestre qui, dans la coulisse, dirige la grande presse et, partant, l'opinion publique, a donné un autre ton.

Herriot, Painlevé, Briand, les « grands pacifistes » ont tendu le rameau d'olivier. On a évoqué, à grand renfort de publicité Thyro, Locarno.

Et on éditera bientôt, n'en doutons pas, des cartes postales représentant le verbeux Briand donnant l'accolade au Stresemann du Reich. Cette chère Allemagne...

Tandis que le bon populo, toujours gobeux, sacrera grands champions de la Paix ses maîtres du jour, sans s'apercevoir de la comédie — qui se transformera quelque jour en affreux drame — qu'on joue devant lui.

Sentimentalisme, pacifisme, nous laissons à d'autres le soin de se gargariser de ses formules aussi creuses qu'incopérantes en régime capitaliste.

Les raisons qui militent en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne sont d'ordre économique et politique.

C'est que l'« ennemi » s'est déplacé — tant il est vrai qu'il faut toujours un ennemi sous notre régime — hier outre-Rhin ; aujourd'hui la menace apparaît outre-Atlantique. Aussi commence-t-on à parler « Européen » ; on verra, d'autre part, dans l'article de Bastien les causes de cette nouvelle attitude.

Et aujourd'hui l'heure de la liquidation a sonné. Elle est bien triste au cœur des patriotes français... Adieu les rêves d'or de 1919. En lieu et place des milliards escomptés, la France se débat péniblement pour ne pas verser plus qu'elle ne recevra de son ennemi d'hier. Quelle dégringolade.

« La guerre ne nourrit plus son homme » la formule de Lucien Romier, un des écrivains conservateurs les plus cotés d'après-guerre, trouvera à La Haye une justification éclatante.

Vainqueurs et vaincus se retrouvent au même niveau, ployant sous le fardeau écrasant des pertes subies pendant les quatre années du grand massacre.

Et le journaliste bourgeois, qui connaît bien son monde, d'en conclure que c'est peut-être de tels résultats qu'il faut attendre la suppression des guerres. Autrement dit, plus d'espoir de bénéfices : plus de guerres. Quel aveu monstrueux.

Mais nous ne ferons pas nôtre cette théorie, car si, en effet, la majeure partie des nations ayant pris part à la guerre se sont appauvries, l'Amérique a connu une telle ère de prospérité que ses industriels et banquiers ne doivent pas évoquer, sans quelque mélancolie, le temps heureux des commandes, combien rémunératrices, d'une Europe désemparée. Et, d'autre part, que de fortunes individuelles ont été édifiées sur les ruines des pays, même les plus atteints, par les profiteurs de ces dix pays. Aussi, la guerre, malgré les prévisions de Lucien Romier, reste-t-elle une bonne affaire pour les agitateurs de toute nature qui s'approprient, à nouveau, à mettre le monde en coupe réglée.

Liquidation de la guerre, disent présumptueusement les responsables de la dernière. Préparation de la prochaine, répondons-nous, car tel est le véritable sens de la conférence de La Haye.

Mais que les gouvernants y prennent garde, la guerre n'est pas « liquidée » dans le cœur des mères dont les fils sont tombés pour le plus grand profit de la finance internationale. Elle n'est pas « liquidée » non plus, malgré les criaileries de quelques forcenés, pour ceux qui, contraints et forcés, ont subi pendant quatre années les horreurs du grand fléau. Ils sauront se dresser — et avec eux les jeunes générations — pour barrer la route aux criminels qui voudraient les lancer dans une nouvelle aventure sanglante.

Mais que ces derniers n'oublient pas que la suppression des guerres est liée à la liquidation des Etats, de tous les Etats. C'est de cette seule condition que dépend la véritable Paix du Monde !

R. BOUCHER.

GHISLAIN ET DELOBEL EN CORRECTIONNELLE

C'est lundi prochain, 12 août, que nos camarades Ghislain et Delobel comparaitront devant les juges de la correctionnelle.

L'un et l'autre seront sûrement condamnés, l'on n'a jamais vu des juges professionnels acquiescer quelqu'un qui était poursuivi pour délit de presse.

Dans notre prochain numéro nous donnerons un compte rendu des débats et le jugement.

Des nouvelles de Fabbri

Nos lecteurs se souviennent certainement que notre camarade Luigi Fabbri a été expulsé de France au printemps dernier, sous la pression de l'ambassade italienne.

Nous venons de recevoir des nouvelles de l'exilé, qui a pu s'installer dans l'Amérique du Sud. Et nous sommes heureux d'annoncer que le « Libertaire » publiera chaque mois un article de Luigi Fabbri. Nous insérerons le premier article la semaine prochaine.

A propos du Nudisme

Le Libertaire a publié la semaine dernière un article de notre camarade Ghislain sur le nudisme, qui appelle quelques commentaires. Disons tout de suite, que nous souscrivons sans réserve à l'exposé et aux conclusions de Ghislain. Aujourd'hui, nous entendons surtout montrer quelles sont les tâches qu'il importe que nous menions à bien, avant de consacrer nos efforts à la propagande en faveur du nudisme.

Faire du nudisme. Oui. Mais d'abord, réclamer des améliorations dans les conditions ordinaires de la vie, du travail.

Nous ne nions nullement la valeur thérapeutique du nudisme, nous savons trop quel est le prix de la lumière dans le phénomène vital.

Donc impossible de voir en nous une hostilité de mauvais foi contre le mouvement nudiste. Au contraire. Notre sympathie est toujours acquise à ceux qui vont de l'avant, à tous ceux qui tendent à libérer les hommes de leur asservissement aux vieilles morales, aux préjugés ineptes.

Les bienfaits de la lumière, oui nous voulons les goûter, non seulement dans les heures de loisir, mais aussi dans toutes les conjonctures de la vie courante.

Combien de milliers d'ouvriers et d'ouvrières sont obligés de travailler dans des conditions infernales. Dans des caves humides, sans air, dans des ateliers obscurs, à l'atmosphère méphitique. Combien de gosses des deux sexes sont contraints dès l'âge le plus tendre à s'étoler dans les hanges du salariat. La plupart des usines sont par leurs puanteurs et leurs pestilences les foyers les plus certains de tuberculose.

Faut-il que nous rappellions comment sont logés les prolétaires des faubourgs. Devons-nous évoquer les taudis des quartiers ouvriers, les chambres parcimonieusement aérées où suffoquent des familles entières, et tous les galeas sordides où il fait trop chaud en été, trop froid en hiver, et où l'on crève de faim toute l'année.

A Paris, par exemple, nous pourrions comparer les maisons aux larges baies de quartiers cossus, aux bâtisses misérables de la périphérie, où le soleil, vu l'extrême des ouvertures, la mauvaise disposition des lieux, ne pénètre que modérément. Là où il y a le moins d'air, nous trouverons toujours la population la plus dense.

En bien, nous voudrions que ceux qui travaillent pussent accomplir leur besogne dans des conditions sanitaires acceptables, et non comme maintenant au mépris des lois les plus élémentaires de l'hygiène ; nous voudrions aussi que tous pussent se loger ailleurs que dans des masures lépreuses, sans air, ni lumière. Pour arriver à cela, que faire ?

Des esprits chagrins nous reprochent notre éternelle conclusion : la révolution sociale.

Evidemment, c'est là le grand remède. Sans nier la valeur de l'affranchissement individuel, on peut affirmer que les prolétaires ne seront en mesure d'obtenir tous les avantages auxquels leur labeur leur permet de prétendre, que si une Révolution sociale met ordre aux iniquités présentes. Dans quelques jours, la grande bacchanale d'été s'ouvrira à Deauville. Il y aura des nudistes sur la côte normande. On y prendra des bains de soleil. Quels seront ces nudistes qui pourront lézarder à loisir sous la caresse des chauds rayons solaires ? Patrons voleurs de pauvres à la Citroën, prostituées de basse police comme Chiappe, filétreuses, bookmakers, gens de haut négoce et de grosse industrie.

Oui, on aura beau ironiser, il n'y a que la « panacée Révolution » qui puisse donner à chacun le droit aux jouissances, que les spoliateurs connaissent seuls en notre belle société.

Notre camarade Ghislain a rapporté dans son article les propos tenus par un docteur allemand à l'auteur du reportage « Au pays des hommes nus ». Ces opinions nous donnent entièrement satisfaction ; parmi nous, personne ne saurait les critiquer. Il serait heureux que tous les nudistes eussent en matière d'éthique sexuelle les mêmes sentiments que leur camarade allemand. Mais il n'en va pas ainsi, hélas.

Tous les nudistes n'ont pas à cœur de combattre l'infâme morale chrétienne, cette morale d'esclaves, cette morale qui a inculé à nos pères l'esprit de résignation. Le christianisme c'est le grand poison, d'où vient tout le mal, c'est de lui que procèdent toutes les superstitions bouffonnes qui ont tenu si longtemps les hommes en état d'hébété.

Ce sont les théologiens qui ont enseigné aux hommes à mépriser leur corps, à ne voir en lui qu'une guenille périssable, indigne de toute considération. Les prêtres, durant des siècles, ont abrutis des générations et des générations, en leur disant de se soucier davantage du salut de leur âme que de leur condition terrestre. Faire de la propagande pour le nudisme, c'est bien, mais conquérir, avant, de saines conditions d'existence pour tous, voilà de la besogne plus pressante.

BARCELONE.

LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

L'idée des Etats-Unis d'Europe a été lancée jadis par des écrivains comme Victor Hugo. On a souri à l'époque. C'était la rêve de poète et fantaisie de littérateur.

Mais, voici qu'elle est reprise maintenant par des hommes d'Etat, Briand en tête. On blague encore un peu, dans certaine presse de droite, la presse qui fait profession d'exploiter le patriotisme le plus étroit et de cultiver le chauvinisme le plus violent. Néanmoins, il semble bien que ce ne soit pas là une bulle de savon, une période oratoire de quelque discours aussi politique que creux.

La création d'un super-Etat européen est en germe et elle pousse ses racines de plus en plus. La Société des Nations n'a été qu'une tentative chaotique et dérisoire, qu'on a ridiculisée avec raison, mais qui semble bien avoir été le terrain des discussions servant à amorcer le futur projet d'une Confédération des Etats.

Le monde marche, évolue, et maladroits seraient-nous de ne pas le suivre dans ses évolutions.

Ce qui n'a été qu'un rêve de poète, une revendication des esprits larges et avancés, pourrait bien, dans un certain nombre d'années, devenir une réalité.

Oh ! ce n'est pas que je pense que les frontières vont ainsi disparaître comme par miracle, à la suite d'une Conférence des Gouvernements. Non. On ira par étapes, par paliers successifs et progressifs. Un organisme international sera créé, s'occupant d'abord d'une question : celle des dettes, par exemple. Puis, débordant sur le terrain monétaire, financier, puis s'intéressant aux questions de douane, d'échanges économiques, de répartition de matières premières.

Puis, cet organisme prenant de l'ampleur, peu à peu, des questions de police internationale, de justice internationale, de répression internationale se poseront et, au lieu de voir, comme pendant l'affaire des Boxers chinois, des détachements alliés œuvrer ensemble, on chargera de l'exécution le super-Etat qui, ainsi, morceau par morceau, profitant des circonstances, se donnera tous les attributs que possèdent actuellement et gardent jalousement les Etats.

Tel est le mouvement qui s'annonce et se présente devant nous.

Devons-nous nous en réjouir comme d'une conquête de nos convictions internationalistes et un progrès vers l'émancipation des esprits humains se libérant du préjugé nationaliste et du dogme sanglant et stupide de la patrie ?

Je crois que nous ne devons pas trop cultiver ces illusions.

Devons-nous traiter avec un dédain ironique et sceptique ces tentatives de fondation d'un super-Etat européen, et n'y voir qu'un bourrage de crâne d'un nouveau genre ?

Jusqu'à un certain point, oui, c'est un bluff. Les peuples sont encore en armes, le cliquetis de la ferraille militaire résonne partout ; on s'arme à outrance et on perfectionne l'industrie de la guerre. Tout cela est un démenti formel aux aspirations vraies ou simulées des gouvernants vers la paix et l'union du pays. Cela paraît une contradiction formidable aux affirmations des Briand et autres protagonistes des Etats-Unis d'Europe.

Seulement, ne raisonnons pas en simplistes. Ces contradictions existent, mais elles sont dans l'organisme social lui-même.

Il y a, à ce point de vue, deux grands courants dans la bourgeoisie.

Le premier est le patriotisme, le chauvin. Il agit dans les classes moyennes de la bourgeoisie, les industriels, agriculteurs et commerçants de petite ou moyenne force, chez les propriétaires et les rentiers. Ceux-là veulent être défendus dans leurs intérêts de caste, veulent élever des barrières douanières ou autres à la concurrence désastreuse, veulent qu'on les protège, en un mot, et ont une tendance à rétrécir leurs conceptions politiques et sociales à la corporation, à la région, à la nation, ne désirant pas qu'on élargisse le terrain de la concurrence où ils se trouvent mal placés et désarmés. La petite et moyenne bourgeoisie est chauvine par intérêt, et ses intérêts déteignent sur ses opinions.

Il y a aussi les brasseurs d'affaires plus ou moins propres — plutôt moins que plus — pour qui le patriotisme est une source de profits : fournitures à l'armée, placements d'emprunts, concessions coloniales, etc. Ceux-là sont ardemment patriotes, cela se conçoit. Mais ils deviendront tout aussi ardemment internationalistes dès que la constitution d'un super-Etat permettra de brasser des affaires sous le pavillon international.

Il y a, enfin, le courant du grand capitalisme, ou plus exactement de la haute finance. Celle-ci n'est point placée sur le terrain national. Les cartels, les trusts, les consortiums embrassent tous plusieurs nations, et parfois toute la planète. Ceux-là sont gênés par les barrières douanières, les frontières politiques, les réglementations monétaires et financières spéciales à chaque pays.

Ces colossales organisations capitalistes qui embrassent un certain nombre de pays, auraient tout intérêt à la création de grands Etats, et même d'un Etat universel. Outillée et organisée pour l'exploitation d'une industrie ou de la finance sur le monde entier, elles cherchent, se-

tuellement, à dominer et commander tous les gouvernements, les uns après les autres. Si un seul Etat existait, la tâche leur serait rendue plus facile.

Voilà le problème tel qu'il se pose. Les gouvernements sont ballottés entre les divers organismes capitalistes, dont ils sont sous la dépendance absolue. Il leur faut ménager l'un ou l'autre courant. Tous les écroulements incompressibles de ministères, les ultimatum et chantages guerriers, les mesures douanières, tout cela semble bien chaotique, désordonné, mais n'est que l'image reflétée par la politique de la lutte qui se mène entre les différents courants du capitalisme.

Le moyen capitalisme forme des syndicats, des fédérations. Le gros capitalisme s'organise dans ses trusts. Le premier veut défendre ses intérêts sous la protection des pavillons nationaux. Le deuxième, international par essence, tend, au contraire, à supprimer les barrières nationales. Suivant que l'un ou l'autre l'emportera, nous évoluerons vers le nationalisme étroit ou vers la création de super-Etats internationaux.

Nous sommes loin, on le voit, des rêves d'internationalisme des militants d'avant-garde. L'internationalisme est devenu, entre les mains de certains groupements bourgeois, un moyen d'asseoir plus solidement leur puissance, et d'écraser leurs adversaires.

La haute finance et la grande industrie deviennent chaque jour plus puissantes, il y a gros à parier que les Etats-Unis d'Europe deviendront quelque jour une réalité.

L'organisation politique de la Société se modèlera suivant son organisation économique, et voilà tout.

Lorsque les baronnies de la féodalité, les comtes, les ducs, les principautés, se sont fondus, par conquête, mariage, héritage ou autre genre d'absorption, en de vastes royaumes et empires, la situation du peuple n'a guère été changée. Les forces royales écrasèrent les rebelles avec plus de certitude encore que les hommes d'arme du baron, et les réfractaires trouvaient moins facilement asile.

La constitution d'un super-Etat capitaliste ne favorisera pas davantage l'émancipation populaire. Une police internationale, une répression universelle, le révolté, traqué sur toute la planète, une armée prête à aller mater un pays rebelle, une mise à l'index internationale des militants, voilà autant de bienfaits que l'Internationale bourgeoise peut nous réserver.

Vous le voyez, lorsque Briand parle de créer les Etats-Unis d'Europe, ne pensez pas que ce soit pour favoriser l'émancipation des peuples et la rénovation sociale. Il est simplement l'agent des grands organismes capitalistes, et voilà tout.

G. BASTIEN.

JEUDI 15 AOUT

GRANDE BALADE CHAMPÊTRE A HERBLAY

AU « PARC DES OISEAUX BLEUS »

Heure des trains, gare Saint-Lazare : 7 h. 30, 8 h. 34, 9 h. 4, 10 h. 51, 11 h. 45, 13 h. 19.

Retour : 18 h. 18, 19 h. 53, 20 h. 38, 21 h. 27.

Prix du billet (aller et retour) 6 fr. 35.

LE GRAND FORMAT

Bientôt nous aurons complètement expédié, aux camarades qui nous paraissent les plus dévoués, les cinq cents carnets d'abonnement dont nous avons parlé la semaine passée.

Nous le répétons : ces carnets d'abonnement ne contiennent que deux bulletins à faire remplir. Nul doute que ces cinq cents amis auront à cœur de nous trouver les mille abonnés (deux chacun) qui nous sont indispensables pour conserver à notre LIBERTAIRE le grand format que nous lui donnerons le cinq octobre.

Mais dites donc, camarades lecteurs, vous êtes des milliers qui achetez notre organe au numéro. Nous ne vous connaissons point particulièrement, nous ne pouvons donc pas vous adresser ce carnet d'abonnement. Mais vous pouvez, vous, vous abonner directement. Qu'attendez-vous pour le faire ? Est-ce bien charitable et est-ce montrer de la camaraderie que de nous contraindre et souvent à rabâcher la même chose ?

APRÈS LE PREMIER AOÛT

Paris et sa banlieue occupés avec ostentation par la force armée. Des troupes de gardes casqués et de flics en armes étalées à tous les points stratégiques.

Arrestations « préventives » en masse, saisies de journaux, perquisitions non moins arbitraires. Le tout annoncé par certaine grande presse avec le ton d'insolence provocatrice propre aux gens et aux feuilles de police.

Et là-dessus la « conservation sociale » et la « révolution communiste » triomphant à qui mieux mieux. Le Coty réclame modestement dans les journaux à sa solde la « couronne civique » due à l'insigne des procédés fascistes qui ont, prétend-il, sauvé l'ordre bourgeois. Et les fidèles de Cachin s'applaudissent du succès de leur grande journée.

Remettons les choses au point.

Quelle ressource restait-il donc aux gens qui nous gouvernent pour maintenir leur prestige et se conserver l'indispensable appui des forces réactionnaires. Leur politique de « sauvetage du franc » a abouti à des effets économiques désastreux. Leur politique étrangère, qui obéit à la pression de puissances politiques et ploutocratiques extérieures et supérieures n'a rien ni d'avantageux ni de glorieux. Restait à sauver à grand fracas la société d'un péril, fait-il imaginaire.

Et quant aux communistes, on peut dire que les répressions gouvernementales ont eu ce résultat avantageux pour eux de donner un aspect d'importance à leur mouvement qui, en lui-même n'a eu et ne pouvait avoir qu'un succès très relatif.

En présence des procédés des Chiappe et des Tardieu pouvons-nous rester indifférents ?

J'entends d'ici la réflexion :

— Ne t'en fais pas trop pour les communistes. Ils en font bien d'autres là où ils sont les maîtres.

Et je ne sais que trop ce qu'elle contient d'exact.

Et il n'est que trop vrai aussi que c'est parce qu'ils ont trop fait l'apologie de la dictature et de ses pires moyens, trop dénigré ce qu'ils appellent de « vains sentimentalismes », trop répudié toute idéologie libertaire, qu'ils ont créé une atmosphère dans laquelle le sentiment d'indignation contre les violences gouvernementales est réduit à son minimum.

Il nous convient néanmoins de nous opposer à la répression, sans nous faire d'ailleurs aucune illusion sur ce que nous aurons à attendre, le cas échéant, de certains de ceux qui en sont aujourd'hui victimes.

En la combattant, c'est d'ailleurs notre propre liberté menacée que nous défendons.

Plus que jamais la lutte est urgente contre les menées autoritaires et contre les embastilleurs.

Mais d'autres réflexions se proposent au sujet de cette manifestation du premier août et du caractère que lui imposa le parti communiste.

S'il se fut vraiment agi d'une démonstration contre la guerre, nos amis s'y seraient associés comme, malgré de légitimes susceptibilités, ils participèrent à d'autres démonstrations.

Mais il s'agissait beaucoup moins de cela que d'un témoignage de loyalisme envers la Russie des Soviets et au moment même où celle-ci venait de se livrer à une politique d'ultimatum en Chine.

Lutter contre les menaces de guerre est excellent. Assurer l'U. R. S. S. qu'elle pourra compter sur des sympathies agissantes au cas où elle se lancerait dans une petite guerre préventive de défense, est une autre et à laquelle nous ne voulons à aucun prix participer.

Nous refusons d'être assimilés aux soldats honoraires de l'armée rouge.

Parmi les innombrables risques de conflit actuel nous distinguons qu'il y en a quelques-uns qui menacent l'U. R. S. S. ou dont elle menace.

A tous il convient de s'opposer.

Mais s'il s'agit de légitimer par avance la guerre pour la défense de l'Etat prolétarien comme on a, et parfois les mêmes, légitimé la guerre pour la défense de la Démocratie, de la Justice et du Droit, non, non et non.

On sort d'en prendre.

Et nous n'avons pas assez de tendresse pour cet Etat prolétarien pour estimer qu'il vaille la casse d'une tuerie internationale.

Faut-il nous en tenir à cet « ordre du jour de défense » que nous pourrions d'ailleurs renouveler contre tous les pseudo-pacifistes socialistes bourgeois qui déclarent la guerre abominable mais s'accrochent à trouver qu'il faudrait tout de même la faire dans tel ou tel cas déterminé, « pour la défense de la paix ».

Il y a évidemment encore autre chose à faire et c'est une des choses les plus importantes que nous puissions nous proposer.

Nous avons à mener notre action et notre propagande à nous contre la guerre, celle qui offre cette originalité de dire qu'il n'y a qu'une seule façon de ne pas participer à la guerre, c'est de se refuser à la faire, soit directement ou indirectement.

Est-il utopique de supposer qu'elle puisse être entendue ? Ou n'est-il pas plutôt probable que les hommes, les prolétaires consentent à s'entre-tuer pour obéir aux ordres de tel et tel « chef ».

Ce que l'on pourrait plutôt considérer comme surprenant, c'est qu'après la grande horreur, un tel sursaut de réulsion ne se soit déjà produit. Mais tel fut l'écrasement moral, l'abrutissement des générations qui

la subirent qu'elles en sortirent incapables de concevoir ou d'espérer s'évader des conditions imbeciles de vie qu'on leur imposait.

Il n'y a aucune raison pour que les prolétaires, pour que les hommes ne s'unissent pas nombreux pour s'opposer à toutes les guerres dont les dirigeants les menacent sous leur pacifisme hypocrite. Aucune répression, aucun Tardieu, aucun Chiappe d'aucun pays ne serait capable d'arrêter cet élan-là, tant ses raisons d'être seraient puissantes. Et il aurait bien vite fait de faire craquer sous sa pression tous les Etats, toutes les autorités. Ceux qui se seraient groupés contre la destruction imbecille sauraient aussi, rénover les sociétés, s'unir pour la création bienfaitrice. Ainsi se réaliserait le passage de la barbarie civilisée à l'harmonie humaine.

A ceux-là d'y aider qui ont vraiment horreur de la guerre et de toutes les atrocités sociales !

EPSILON.

UNE LETTRE AUX GOUVERNANTS RUSSES

La lettre ci-dessous vient d'être adressée par le secrétariat de l'A.I.T. au gouvernement russe. On ne la lira pas sans émotion si l'on songe au sort de ce brave camarade Ghezzi.

Nous apprenons de source sûre que le révolutionnaire italien Francesco Ghezzi fut arrêté le 12 mai passé à Moscou par la direction de la police russe. Etant donné qu'officiellement le silence se fait sur cette arrestation, les motifs de cette mesure policière prise contre un réfugié politique nous sont inconnus. Mais précisément ce silence suspect et le fait que nous connaissons Ghezzi comme un militant tout à fait honnête et dévoué à la cause révolutionnaire, nous permettent de supposer qu'il s'agit dans ce cas d'un acte arbitraire politique et policier qui doit s'ajouter à la chaîne sans fin des persécutions pratiquées en Russie contre les révolutionnaires d'opposition.

Tout d'abord on n'a pas respecté en Ghezzi le réfugié politique. Si jusque maintenant ces mesures de répression d'Etat ne s'appliquaient que contre les éléments russes d'opposition de toutes nuances, elles sont maintenant également employées sans scrupule, contre les étrangers réfugiés en Russie, s'ils ne veulent pas se soumettre sans réserves au cours politique actuel. La première victime de cette politique arbitraire est le réfugié italien Alfonso Petrucci qui semble être définitivement enseveli dans les prisons russes. Le même sort est réservé à Ghezzi.

Ghezzi fut arrêté et condamné en 1921-22 en Italie pour avoir soi-disant participé à l'attentat de la Diana, mais il réussit à échapper à la vindicte de la justice italienne et au danger d'une extradition demandée au gouvernement allemand. Il s'en alla en Russie, croyant que ce pays était un ennemi décidé de la réaction et du fascisme. Il y travailla pendant des années en ouvrier. Il était anarchiste (on le savait en Russie quand on l'y admit) et il est resté anarchiste. C'est là, semble-t-il, son plus grand crime et c'est sans aucun doute la raison de son arrestation actuelle. Car en Russie, comme en Italie, la pensée socialiste libre n'est pas tolérée, on peut donc parler en ce sens d'une réaction communiste d'Etat, qui a ses méthodes marchées de pair avec la réaction capitaliste.

N'y a-t-il pas une cruelle ironie dans le fait, qu'au moment où Ghezzi fut incarcéré à Moscou pour des « considérations politiques et policières », le général fasciste Italo Balbo (un des complices du meurtre de Matteotti), était reçu à Odessa, à la tête d'une flotte italienne, avec tous les honneurs par les représentants officiels du « premier Etat ouvrier ». Ce triste fait parle par lui-même un langage très éloquent et montre nettement que l'esprit qui fut à l'origine de la révolution d'octobre est déjà depuis longtemps enterré.

Nous ne comprenons pas de quel droit l'Union Soviétique s'intitule le pays d'asile des révolutionnaires persécutés. Les cas Petrucci et Ghezzi démontrent que les réfugiés admis en Russie, pour autant qu'ils ne soient pas communistes, doivent payer cet asile par l'abjuration de leurs convictions, ou par l'emprisonnement.

Francesco Ghezzi a préféré plutôt languir en prison que de renoncer à ses idées. Cela le place moralement bien au-dessus de ses oppresseurs et persécuteurs : aussi mérite-t-il la solidarité la plus complète du prolétariat international.

Au nom de centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires organisés, nous protestons contre la détention de Ghezzi et exigeons :

- 1) Que l'acte d'accusation dressé contre Ghezzi et qui est cause de son arrestation soit publié.
- 2) Que son procès soit fait bientôt publiquement en présence d'un avocat russe ou étranger.

Nous continuerons notre campagne pour ces revendications, car nous sommes persuadés qu'elle ne pourra que hâter la libération de Ghezzi tout en flétrissant les méthodes de ceux qui le persécutent. Le libre prolétariat international qui a déjà arraché une fois Ghezzi à la vengeance du fascisme, ne le laissera pas périr dans les griffes du Guepou.

Pour le Secrétariat de l'A.I.T. :

RUDOLF ROCKER, J. OROBON, FERNANDEZ.

Le patron n'est jamais seul ; il a toujours avec lui, pour lui, tous les moyens de pression dont dispose sa classe : l'ensemble des forces sociales organisées, magistrature, fonctionnaires, soldats, gendarmes, policiers. — A. BRIAND

PROPOS d'un PARIA

Ainsi que nous le prévoyions — et sans avoir fait pour cela le moindre effort cérébral — dans notre dernier numéro, le ministre Tardieu a remporté sur le parti bolcheviste, la grande victoire escomptée. On ne me fera pas croire que le gouvernement bourgeois soit si mal renseigné pour qu'il n'ait pas été convaincu à l'avance que tout ce déploiement de troupes et de gens de police était superflu pour rétablir un « ordre » qui ne risquait pas d'être troublé.

Mais il faut bien justifier, aux yeux des puissances d'argent et des bourgeois timorés habituels lecteurs de Kerillis ou de Coty, les sommes formidables qu'englobait le budget de la police et de l'armée. Si le bluff, du côté gouvernemental était manifeste, il est non moins éclatant du côté bolcheviste. Alors qu'il ne s'est rien passé le 1^{er} août, et que les quelques petites échauffourées ne peuvent raisonnablement être qualifiées de « manifestations de masse », nous avons vu l'Humanité, à grand renfort de manchettes crier victoire et proclamer que les objectifs ont été atteints.

Je sais bien qu'il est dur de reconnaître la vérité qui est exactement que les masses travailleuses se sont royalement désintéressées en ce 1^{er} août de la pénétration russe en Chine et qu'elles ne semblent pas disposées à se faire casser la figure par les troupes de Chiappe pour des questions de haute ou de basse politique qui n'ont rien à voir avec l'émancipation et le mieux-être humains.

Donc, d'après l'Humanité, le 1^{er} août a marqué un pas en avant dans la lutte contre le régime. A l'en croire, les cheminots, les employés de la S.T.C.R.P., les ouvriers des abattoirs et ceux des usines, les gratte-papiers de tous poils et autres exploités de bureaux, la terrasse et le bâtiment, tous les travailleurs en somme, ont manifesté suivant les mots d'ordre du Parti en faveur de la politique du gouvernement russe : on a vu un drapeau rouge aux abattoirs de la Villette et un autre au dépôt de la gare de Montrouge ; mais oui ! Et puis, les membres de la cellule de telle usine se sont pieusement recueillis pendant la minute de silence et ont ensuite serré les poings d'une manière tellement significative que le régime pourrait bientôt s'en ressentir. Et pendant ce temps les détenus politiques de la Santé, en un geste héroïque, refusaient — pendant 48 heures — toute nourriture.

Donc ça a bardé et ça bardera davantage à la prochaine occasion, soyez-en sûrs, lorsque sera parfaite l'organisation du travail clandestin (?), dont s'occupent les techniciens et qui permettra sans doute de manifester en travaillant, sans que personne, sauf les initiés, puissent s'en apercevoir. Et dire qu'il y a de braves types qui prennent au sérieux tous ces mirontons-là ! — Pierre Muldès.

Aux Hasards du Chemin...

Le Colonel Monmousseau

A l'occasion du 1^{er} août, les journaux bourgeois ont publié une photographie qui voulait représenter Monmousseau en colonel de cosaques — rouges naturellement — en train de haranguer ces pauvres Russes qui ne méritaient pas cela.

Car le bougre n'est pas drôle... Or, cette photo, l'Humanité l'assure, est un faux. C'est bien possible. Mais quel tort cela peut-il bien faire au parti communiste que l'un de ses dirigeants soit promu au grade de colonel rouge. Il y a des précédents. Peut-être cette distinction a-t-elle froissé l'amour-propre de cet autre cosaque de Cachin qui n'a pas encore du moins à ce qu'on sache atteint un grade aussi élevé ?

A la tiende Aristide

Comme vous le savez, Briand est parti à La Haye pour y discuter avec les gouvernements de tous les pays sur ce qu'ils appellent pompeusement l'organisation de la paix.

Le barbier du roy lui souhaite bon voyage en ces termes :

« Briand va donc partir. Sennep nous le montre un brin d'olivier au bec. Je lui souhaite une cartouche de dynamite dans le derrière pour que le misérable explose avant les explosions qui tueraient la patrie et nous laisseraient un nouveau cimetière de trois millions d'hommes. »

Ce serait là un curieux spectacle surtout si Maurras voulait lui donner la réplique.

Le bout de l'oreille

Au fond, ça n'a pas marché aussi bien que veulent bien le crier sur tous les toits les journalistes de l'Humanité.

F. A. ne paraît pas tellement satisfait lorsqu'il écrit :

« C'est pourquoi le rôle du comité du Parti doit être dans les semaines qui viennent de recruter en masse tous les sympathisants qui se sont « révélés » à nos yeux pour le Premier Août, en même temps qu'il faut soumettre toute notre organisation à une épreuve sévère sur la base de la question : « Qu'as-tu fait le Premier Août ? »

Voilà une question susceptible, en effet de provoquer bien des coups sombres et ceux qui la poseront le feront sans doute pour éviter qu'on la leur pose à eux-mêmes. C'est la bonne méthode...

L'internationale policière

Les journaux annoncent la tenue en novembre à Paris, d'un congrès international des chefs de la police de 40 Etats. Ces « messieurs » se réuniraient pour « se mettre d'accord sur la modernisation des moyens de répression des crimes ou délits ».

On sait ce que parler veut dire. Et l'on peut se faire une idée de l'aggravation de souffrances qui résultera de cet accord international policier pour les camarades obligés de fuir les pays de dictature.

Mais on ne sait pas si la police russe sera représentée...

Le chef de la tcheka serrant la main à Chiappe : quel beau sujet de pendule !

LE ROMANICHEU.

SUR LA JOURNÉE DÉMAGOGIQUE

Il n'est pas trop tard pour tirer les enseignements et les nécessaires conclusions que comportent la désormais fameuse manifestation du 1^{er} août.

Tout d'abord il convient d'élever notre protestation contre la violence policière et les exots gouvernementaux si semblables aux méthodes fascistes. Nous protestons contre la répression stupide dirigée contre les bolchevistes qui, bourreaux en Russie, victimes en ce pays, devraient être pourtant les derniers à se plaindre de ces méthodes dont pour la Russie ils chantent l'excellence et admirent l'efficacité.

Cette manifestation aura démontré, avant tout, la volonté de la bourgeoisie de réprimer arbitrairement à l'avenir, toute manifestation, de briser toute protestation de la classe ouvrière. En effet, depuis ces dernières années la bourgeoisie a renforcé considérablement son pouvoir, et forte de son expérience, elle compte bien désormais juguler les moindres velléités de révolte ou de revendication des classes laborieuses.

Cela dit, il nous faut dénoncer la criminelle insouciance du parti bolcheviste et de l'Internationale Communiste, qui pour des buts absolument étrangers aux intérêts de la classe ouvrière, s'essayent à lancer celle-ci dans des aventures dont évidemment elle paiera tous les frais, sans profit aucun pour elle.

Le 1^{er} août a été avant tout un complot contre la classe ouvrière. Car nous estimons (alors qu'il apparaît clairement que présentement elle est incapable de mener, avec quelques chances de succès, la moindre lutte et même de pouvoir répondre aux coups qui lui sont portés) que c'est la trahison en lui demandant de faire des manifestations organisées dans de pareilles conditions. « Manifestations » qui ne peuvent que mettre en évidence la triste situation dans laquelle elle se débat et encourager ainsi ses ennemis. A profiter de la circonstance pour lui porter des coups de plus en plus sensibles et même de tenter une offensive générale dans le but de lui enlever toutes les améliorations qu'elle a pu arracher, par une longue période de batailles pénibles et acharnées.

D'autre part cette méthode peut avoir pour résultats tangibles d'atteindre fortement son moral, de lui faire perdre confiance en elle-même, de douter de sa capacité révolutionnaire et ainsi, de la jeter dans les bras des réformistes endormeurs, ou de la faire sombrer dans l'indifférence, résultats l'un et l'autre déplorables.

Il est vrai que nous n'aurons pas un seul instant la naïveté de croire que ce soit là des soucis qui puissent retenir nos politiques bolchevistes, préoccupés uniquement de complaire à Moscou et de légitimer les subventions qui ne l'oublions pas, sont un des attraits les plus goûtés des chefs du P.C., ce qui, soit dit en passant, explique le mobile de certaines conversions, qui voulant être éclatantes, ne sont que crapuleuses.

La manifestation du 1^{er} août aura mis une fois de plus en relief la démagogie du P.C., sa complète impuissance et le peu de valeur révolutionnaire de ses éléments, qui dans leur grande majorité n'ont même pas suivi les mots d'ordre de leur parti, les ont ignorés et même les ont combattus ouvertement, ainsi que nous avons pu le constater nous-mêmes, dans une usine de la banlieue sud de Paris.

Rarement il nous a été donné de voir une aussi basse, aussi répugnante démagogie. Jamais notre mère l'oeil l'Humanité n'avait encore atteint un pareil degré dans le bourrage de crânes et n'avait laissé une si large place dans ses colonnes à cette prose fantaisiste si prétentieuse.

Jamais, non plus, les « larges masses » de la classe ouvrière, groupées en « rangs profonds » derrière « leur parti de classe » n'avaient signifié avec un égal mépris leur indifférence vis-à-vis de leurs « seuls défenseurs ».

Ce qui n'a pas empêché l'Humanité avec son habituel aplomb de crier victoire, et un de ses rédacteurs de nous raconter que les « centaines de milliers de prolétaires » qui ont fait grève ont ainsi démontré leur esprit de classe !

Il est fort regrettable pour le P.C. que le chevalier Don Quichotte ne soit plus de ce monde, car il n'aurait pas manqué, flanqué de son fidèle Sancho, d'adhérer au parti des masses, ravi de voir de fidèles élèves se vantant d'exploits si semblables aux siens.

Tout cela porterait plutôt à rire et on n'aurait qu'à se féliciter de la sévère tape donnée par la classe ouvrière « à son parti », dont toute la capacité se résume ainsi : de la phrase, du bluff, du vent. Mais nous avons indiqué plus haut le danger de ces manifestations destinées au fiasco, en dépit de la dialectique marxiste qui veut qu'il y ait incontestablement radicalisation des masses.

Les mots d'ordre lancés pour cette manifestation semblent bien n'être que des prétextes. Le but à atteindre était et est encore tout simplement de détourner l'attention de la classe ouvrière de la situation intérieure de la Russie. On sait que l'industrie soviétique traverse une période critique qui peut lui être fatale. Le gouvernement russe aux abois, a dû faire appel aux capitaux étrangers pour essayer de redresser la situation. Il est évident que pour obtenir ces crédits, Staline s'est vu dans l'obligation de faire de larges concessions et de donner de sérieuses garanties de sécurité. On sait, en effet, l'extrême prudence qui anime les capitalistes pour le placement de leurs capitaux ; et l'influence de la situation politique sur les fluctuations bancaires. Nous en avons eu une illustration lors du ministère Herriot, où ce dernier pour plaire à la clientèle électorale du Cartel prononça quelques discours démagogiques, sur l'imposition du capital, ce qui provoqua l'exode des capitaux vers l'Angleterre où régnaient les conservateurs ; et tout dernièrement nous avons assisté au phénomène contraire, à la rentrée des capitaux assurés par Her-

rière du Labour Party au pouvoir et tranquillisés, d'autre part, par le règne prolongé du poincarisme. Ce simple fait démontre bien, que pour que les capitalistes consentent à mettre des capitaux en Russie, il faut réellement que le gouvernement russe soit allé loin dans la voie des concessions. C'est à n'en pas douter, la colonisation de la Russie et les gouvernants russes ne seront bientôt plus que les gérants du capitalisme étranger ; cependant que les prolétaires russes, qui ont fait une révolution pour chasser leurs exploiters, peineront plus que jamais pour les financiers de « Wall-Street ».

Souignons que cette situation coïncide, est-ce pur hasard ? à une répression intensive, et les rares révolutionnaires russes encore en liberté sont jetés dans les prisons bolchevistes, ou envoyés à la mort dans les steppes de Sibérie.

Il ne faut pas chercher ailleurs les véritables raisons de cette manifestation du 1^{er} août, et les mots d'ordre pour la lutte des soviètes ne furent pas autre chose que des prétextes. De même que celui pour la défense de l'U.R.S.S. est simplement stupide ; les capitalistes n'ont aucune raison de faire la guerre à la Russie, pour abattre une révolution aujourd'hui défunte, et dont les bolchevistes parviennent si bien à liquider les derniers vestiges. Mais il s'agit pour nos bolchevistes de sauver les apparences, de maintenir intacte le mirage de la Russie soviétiste, si nécessaire pour le prestige de l'Internationale Communiste et pour les politiciens tarés du bolchevisme.

De jour en jour, à la lumière des faits qui se succèdent, apparaît le rôle et le devoir impérieux des anarchistes-communistes : Combattre avec vigueur les politiciens et soustraire la classe ouvrière à leur influence, ce qui aura pour effet immédiat de la sortir de sa léthargie actuelle, et de l'engager dans des voies révolutionnaires qui déjà avant la guerre ont montré leur efficacité.

Souvenons-nous de ces luttes magnifiques de cette période d'avant-guerre, de ces batailles qui, elles du moins, avaient leur véritable signification de classe, où la masse ouvrière ne se payait pas de mots, et ne se gargarisait pas avec les paroles fumeuses des cabotins en vedette, savait agir. Souvenons-nous de l'époque où les ouvriers savaient s'imposer dans les manifestations, tenir la rue et parfois mettre la police en déroute.

Un contact plus étroit avec la classe ouvrière nous permettra d'œuvrer dans le sens précité ; de dénoncer les tentatives des politiciens qui sont pour elle de véritables fléaux.

A nous de savoir prévoir et déjouer tous les guets-apens dont la masse laborieuse est constamment victime. A nous de l'aider à donner le coup de balai contre tous les exploiters sans vergogne de sa création.

J. RIBEYRON.

La comédie de la grève de la faim

La grève de la faim c'est le moyen extrême qu'emploient ordinairement les prisonniers pour faire respecter leurs personnes et pour maintenir les « avantages » qui leurs sont impartis.

On use généralement de cette protestation-là quand toutes les autres protestations ont échoué, car si l'on est un gréviste de la faim sérieux, il y va parfois de sa vie et très souvent, en tout cas, de sa santé.

Ce n'est donc point sans serrement de cœur que nous apprimes, par l'Humanité du lundi 29 juillet, qu'une centaine de détenus politiques faisaient depuis la veille au soir la grève de la faim dans les prisons parisiennes. Nous nous apprêtons à les secourir de notre mieux, lorsque l'Humanité du mardi nous avisa que les cent prisonniers avaient cessé leur manifestation dès lundi matin.

C'était assez ridicule.

Mais l'Humanité du mercredi nous annonçait que les mêmes prisonniers avaient recommencé la même grève depuis mardi soir.

Alors, ça devenait odieux.

Il apparaissait clairement que ces détenus refusant de manger par ordre dans le but d'émouvoir en vue du 1^{er} août les prolétaires que la perspective d'une guerre et les divers mots d'ordre du parti bolcheviste n'étaient susceptibles de faire sortir des chantiers, des ateliers et des bureaux.

Effectivement, lesdits prisonniers acceptaient la nourriture le deux août sans qu'il y eut un changement dans leur situation.

C'est avec de pareils procédés qu'on ridiculise soi, d'abord, et ensuite — et c'est plus grave — un mode de protestation qui par son caractère spécial doit être pris au sérieux par ceux qui l'accomplissent.

En tout temps et en tous lieux, quel que soit le nom que prenne le gouvernement, quelles que soient son origine et son organisation, sa fonction essentielle est toujours celle d'opprimer et d'exploiter les masses. — MALATESTA.

Les Philosophes Français du XVIII^e Siècle ET LA QUESTION SOCIALE

Parler de socialisme à propos des thèses soutenues par les écrivains français du XVIII^e siècle est sans doute une grande hardiesse. M. Lichtenberger dans son livre *Le Socialisme au XVIII^e siècle* l'a eue. Il ne saurait sans doute être question de discernier dans les ouvrages des principaux penseurs de cette époque un corps de doctrine cohérentes qu'on puisse appeler socialistes. Cependant, on ne peut nier sérieusement que nombre de philosophes et d'économistes de cette époque ont posé la question sociale sinon dans toute son ampleur du moins dans certains de ses aspects, préparant ainsi les voies de ceux qu'on a appelé un peu dédaigneusement (et injustement) les socialistes utopistes et plus tard à Karl Marx lui-même et au socialisme scientifique.

Les principaux philosophes du XVIII^e siècle apparaissent socialistes en ce que, tout d'abord, la plupart d'entre eux critiquent le droit de propriété individuelle.

Justifiant leurs idées à l'invocation des lois de la Nature, ils déclarent condamnable la distinction du tien et du mien. « Otez la propriété, écrit Morelli, il n'y a plus de passions, plus d'idée de mal moral ». L'appropriation personnelle d'une partie quelconque du domaine indivis qu'est la Nature est donc la source de tous les maux. Dans une société bien faite (celle que tous les philosophes du temps rêvent d'établir), tout doit donc revenir à tous. Dans cette société... « rien n'appartient à personne... tout citoyen sera homme public, tout citoyen contribuera à l'utilité publique » (idem — Code de la Nature).

De cette position doctrinale en matière économique, il faut rapprocher la position que prennent les philosophes en matière morale. On peut dire, qu'à cet égard, leur attitude est double : utilitaire et égalitaire. Cette attitude s'explique elle-même par le matérialisme philosophique qu'ils professent tous, presque sans exception.

Ils établissent tout d'abord en effet la matérialité du monde. Reprenant les thèses sensualistes des philosophes anglais, ils nient toute essence spirituelle à l'être humain. Là-dessus, ils sont presque unanimes. « L'homme n'est qu'un animal, écrit La Mettrie, un assemblage de ressorts ». S'ils se réclament de la méthode de Descartes, ils abandonnent sa doctrine rationaliste et spiritualiste. Ils lui substituent le sensualisme et l'empirisme. D'Holbach écrit : « L'homme est un être purement physique... il tend à conserver l'existence... ». La morale et la politique doivent s'en souvenir. Elles doivent oublier le dogme de la spiritualité et considérer les hommes comme des animaux égaux ayant droit à une égale somme de bonheur.

On voit où tend ici la donnée matérialiste... « Les lois, continue en effet D'Holbach, pour être justes doivent avoir pour but l'intérêt général de la société... ». L'intérêt général se résout donc, en dernière analyse, en une somme d'intérêts particuliers égaux. La société doit répartir également ses avantages et ses biens. « Le laboureur ne se distingue pas essentiellement du plus grand génie » conclut La Mettrie.

Mais — et c'est ici que nous entrevoions l'aspect politique (on pourrait dire polémique) de la doctrine de ces philosophes, puisque les hommes sont égaux, il n'est donc pas juste que certains d'entre eux soient élevés et d'autres abaissés. Le matérialisme aboutit logiquement à l'égalitarisme. En vain prétendrait-on opposer à cette incontestable proposition, on ne sait quelle notion de mérite qui suffirait à classer les hommes et par suite à justifier ce que nous appellerions aujourd'hui les différences de leur niveau de vie. Rien de plus arbitraire et rien de plus faux que cette notion de mérite. Sur quelle base la fonder ? Sur l'utilité sociale ? Si l'on mesure, dit en substance D'Holbach, le grandeur des esprits par la grandeur des objets considérés, le physicien a beaucoup plus de mérite que le grand seigneur... Alors, pensera-t-on, il est juste de mesurer le mérite à l'intelligence...

Mais qu'est-ce donc que l'intelligence ? Chacun n'en possède-t-il pas une particulière incommensurable à celle de quiconque ? D'ailleurs la supériorité de l'esprit dépend des circonstances, de l'éducation et rien n'est plus injuste que la façon dont on distribue l'éducation.

Voici donc la théorie égalitaire nettement exprimée. Elle contient une théorie de la lutte des classes qu'on trouvera à plusieurs reprises chez Voltaire, Diderot, Jaucourt et, d'une façon générale chez tous les Encyclopédistes. Une société fortement hiérarchisée (comportant à la base des travailleurs dénués de tout droit et au sommet un roi absolu) comme celle où ils vivaient était donc, aux yeux des Encyclopédistes, le type de la société mal faite. Le statut qui faisait du roi l'unique propriétaire et seigneur de la terre et des hommes était le comble de l'erreur. « L'homme ne peut être la propriété d'un souverain », écrivait Diderot. Et Voltaire : « Le plus grand nombre des hommes demeure serf d'un seigneur. » Dans l'Encyclopédie (Cf. l'article « Homme »), dans les Lettres Anglaises, il prend une attitude nettement égalitaire. Il est injuste que ceux qui sèment ne récoltent pas, déclare-t-il. Il est injuste que la société soit divisée en classes. Le mot lui-même se trouve dans Jaucourt, le principal ouvrier, avec Diderot, de l'Encyclopédie. Dans l'article « Indigence », il écrit : « Une des suites les plus fâcheuses de la mauvaise administration, c'est de diviser l'humanité en deux classes d'hommes... ceux qui vivent dans l'opulence et ceux qui vivent dans la misère. »

Ainsi le matérialisme du XVIII^e siècle aboutit à l'égalitarisme et à une théorie des classes. Sans doute l'une et l'autre de ces deux notions ne se trouvent-elles pas nettement exprimées. Sans doute aussi le matérialisme des Encyclopédistes est-il très différent de celui que Marx empruntera à Feuerbach. Il n'en est pas moins vrai que de l'un à l'autre la filiation s'établit nettement. Il suffit d'ajouter au maté-

rialisme des philosophes français, l'idée du mouvement, de faire de ses postulats le terme d'un processus d'évolution biologique et historique pour en tirer le matérialisme dynamique sur lequel se fonde le marxisme.

Il est donc faux de prétendre qu'on doit attendre le XIX^e siècle pour que se trouve posée la question sociale. Si l'effort constructif des philosophes du XVIII^e siècle apparaît peu considérable ou chimérique, en revanche leur effort critique en fait des précurseurs de la pensée socialiste. Il est bon de dissiper à cet égard quelques erreurs et quelques préjugés qui font de certains d'entre eux, et particulièrement de Voltaire, des défenseurs de l'aristocratie et du privilège. Si l'auteur de *Canida* ne se prononce pas sur la question sociale, s'il se défie même des emportements du peuple trop facilement fanatisé, il prend presque toujours parti pour le faible contre le fort... Il veut qu'on donne au peuple des « lumières ». Il déclare (Cf. l'article « Homme »), que le peuple est la classe la plus occupée et aussi la plus vertueuse. Il raille l'aristocratie guerrière de son temps, et sa profession « fondée sur le malheur d'autrui ».

Dans l'article « Peuple », il se livre à un travail de discrimination d'ailleurs volontiers déclamatoire pour déterminer le véritable « producteur » : le peuple.

En luttant contre le despotisme, l'intolérance, le préjugé et le privilège, les philosophes français du XVIII^e siècle ont donc, pour la première fois avec quelque ampleur, nettement posé la question sociale. En critiquant, en décriant, en dénonçant certains faits sociaux ou certains abus, ils ont lancé certaines idées et certaines thèses qui feront leur chemin et qu'ils puiseront les penseurs socialistes qui leur succéderont. Il est donc injuste de leur refuser certains droits de priorité en matière sociale. Ils furent, à plus d'un titre, des précurseurs clairs et courageux. Les historiens de la pensée socialiste ne peuvent l'oublier.

LASHORTES.

LES BONNES PAGES

Fragment d'un discours prononcé
par Proudhon à l'assemblée
nationale, le 31 juillet 1848

En 93, si la mémoire ne me trompe, un impôt du tiers fut frappé sur le revenu. Je ne vous dirai point comment fut établi cet impôt, comment il fut accueilli, ce qu'il rendit. Ce que je veux vous faire remarquer et qui seul importe en ce moment, c'est qu'en 93 la propriété payait sa dette à la révolution. A cette époque où il s'agissait d'être ou de n'être pas, la propriété, chose rare, fit un sacrifice au salut public : ce souvenir lui est resté comme un des plus atroces de ces jours immortels.

Depuis lors, depuis cinquante-six ans, la propriété, je veux dire le revenu net n'a contribué en rien à la chose publique (Déneigations et rires). Vous rirez après.

L'impôt établi, sur le principe de la proportionnalité sa seule base possible, a pesé constamment de tout son poids, sur le travail. Le travail seul, le répète à dessein, afin que l'on me contredise, le travail seul paye l'impôt, comme il produit seul la richesse.

La révolution de 48 est arrivée. Ses dangers, ses angoisses pour être d'une nature toute différente, ne sont pas moindres que ceux de 93. Il s'agit donc de savoir si la propriété, si le revenu net, en tant qu'il se spécialise et se sépare du produit brut veut faire pour cette révolution quelque chose !

En 93, la révolution combattait contre le despotisme et contre l'étranger.

En 1848 la révolution a pour ennemis le paupérisme, la division du peuple en deux catégories, ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas.

L'objet de la révolution de février s'est formulé tout à tour de différentes manières :

extinction du paupérisme ;
organisation du travail ;
accord du travail et du capital ;
émancipation du prolétariat ;
tout récemment droit au travail ou garantie du travail.

Cette formule du droit au travail ou de la garantie du travail est celle que vous avez adoptée dans votre projet de Constitution (a, 2, 7 et 132) et que vous maintenez, je n'en doute pas. (Bruits).

— Acceptant donc la détermination ainsi faite de la question révolutionnaire, le droit au travail, j'arrive tout de suite à ma proposition et je me demande : en quoi consiste le droit au travail et comment est-il possible de le réaliser ?

Le droit au travail voilà le problème.

La solution, voilà ce que je recherche. Et, afin de ne pas vous tenir plus longtemps en haleine je vous dirai tout d'abord que ma proposition a pour but, non pas précisément de donner la solution mais d'en fournir les moyens. Cela même, direz-vous suppose que vous connaissiez la solution ! Je vais donc vous dire en peu de mots, ce que j'en pense.

Le travail pourrait être garanti si la production avait un débouché sans limites ; voilà mon premier raisonnement. Je ne crois pas qu'à cet égard je rencontre de contradicteurs. Si le travail pris dans sa collectivité était continuellement plus demandé qu'offert, il est évident que la garantie

du travail existerait ; elle n'aurait pas besoin des promesses de l'Etat ; elle ne compromettrait point la liberté ni l'ordre. A cela point de difficulté.

Qu'est-ce donc qui nous empêche d'avoir en nous-mêmes un pareil débouché ? La puissance de consommation, dans la société comme dans l'individu, est infinie ; et si la plus grosse fortune ne suffit jamais à un homme qui sait vivre, quelle pourrait donc être la consommation d'un pays où l'amour du bien-être, le goût du luxe, le raffinement des mœurs sont poussés, à un si haut degré qu'ils le sont parmi nous, si la faculté de consommer était donnée à ce pays dans la mesure de ses besoins.

N'est-il pas évident que si, au lieu du produit chétif de 10 milliards qui ne donne pas à chacun de nous 75 centimes par jour, il nous était permis de dépenser 100 milliards, 7 fr. 50 par jour et par tête, nous les dépenserions ? (Mouvements).

Je ne dis pas que nous puissions en arriver-là maintenant, mais je dis que nous sommes capables de les dépenser. (On rit).

Ce n'est donc pas, au fond, la volonté de consommer, par conséquent le débouché, qui manque : c'est que la consommation est mal servie.

Il y a quelque chose qui l'empêche, qui met sur elle l'interdit. Les magasins regorgent, et la population est nue ; le commerce est stagnant et le peuple ne vit que de privations ! Tous, tant que nous sommes nous voulons d'abord le bien-être et ensuite le luxe ; nous produisons autant qu'il est en nous, ce qu'il faut pour combler nos desirs ; les richesses sont là qui nous attendent, et nous restons pauvres !

Quel est donc ce mystère ?

Ce qui empêche la consommation, ce qui par une conséquence nécessaire met le veto sur le travail, c'est que la circulation des produits est entravée. Et la circulation est entravée :

1^o Par l'emploi exclusif de l'or et de l'argent comme instrument d'échange ;

2^o Par le loyer ou péage qu'il faut payer pour s'en servir ;

3^o Par l'assimilation qui a été faite de tous les capitaux et instruments de production, notamment du sol, à l'instrument de circulation, au numéraire en ce sens qu'on a établi partout sur les instruments de travail comme sur l'argent, des péages et qu'on a rendu, pour les détenteurs oisifs des corps essentiellement inertes, productifs d'intérêts ;

4^o Enfin par la fascination de l'or et la fureur du monopole dont les effets sont pour chacun, au lieu de produire pour jouir, et par conséquent de consommer dans la mesure de son travail produit pour accumuler soit de l'or soit des capitaux et, au moyen de cette accumulation, s'emparer ensuite du travail, vivre sans produire, exploiter les travailleurs.

Ainsi, tandis que le produit de la France pourrait être facilement de 20 à 30 milliards, il est tout au plus de dix ; et sur ces 10 milliards qui devraient se consommer et se renouveler sans cesse il en est un cinquième, un quart, mis en réserve sous prétexte d'économies, détourné de la circulation, retranché de la consommation, un quart qui demeure stagnant et qui, par là même refoule d'autant la production, le travail.

500 millions placés à la Caisse d'épargne sont 500 millions de commandes enlevées à la classe ouvrière, 500 millions de déficit sur les salaires, 500 millions à déduire sur le bien-être du peuple. (Rumeurs).

Le peuple, plus avancé sur ce point que les économistes commence à le comprendre ; la classe ouvrière a analysé la puissance secrète qui arrête la circulation, ferme le débouché, amène fatalement la stagnation et la grève. Aux yeux du prolétariat, les caisses d'épargne et de retraites sont le *saucisson* qui peut de la société moderne. Les financiers ignorent ces choses-là ou, s'ils les savent, ils les dissimulent ; il y va de leur privilège !

Je reconnais donc, et je n'éprouve pas la moindre peine à faire cette déclaration, je reconnais, j'affirme que la *garantie du travail* est incompatible avec le maintien des usures et péages établis sur la circulation et les instruments de travail, avec les droits seigneuriaux de la propriété (Exclamations).

Ceux qui prétendent le contraire peuvent se dire phalanstériens, girondins ou montagnards ; ils peuvent être de forts honnêtes gens et d'excellents citoyens ; mais, à coup sûr, ils ne sont pas socialistes ; je dis plus ils ne sont pas républicains. (Nouvelles exclamations).

Car de même que l'égalité politique est incompatible avec la monarchie et l'aristocratie, de même l'équilibre dans la circulation et dans l'échange, l'égalité entre la production et la consommation, en autres termes la garantie du travail, est incompatible avec la royauté de l'argent et l'aristocratie des capitaux. Et comme ces deux ordres d'idées sont essentiellement solidaires, il faut conclure encore que la propriété, le revenu net, qui n'existe que dans la servitude est impossible dans une république et que de deux choses l'une où la propriété emportera la République ou la République emportera la propriété. (On rit. — Vive agitation).

Je regrette citoyens, que ce que je vous dis vous fasse tant rire car ce que je dis ici vous tuera (Oh ! Oh ! — Nouveaux rires).

Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui ; il en fera de même aux nouveaux tartufes politiques assis à la place des anciens. — CONDORCET.

Le Bureau International Antimilitariste et le Congrès Mondial contre l'oppression coloniale

Le deuxième Congrès de la Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale a eu lieu à Francfort-sur-le-Main du 21 au 27 juillet 1929.

Outre les pays européens, les 257 délégués de toutes races et de toutes couleurs ne représentant pas moins de 33 pays : les Indes néerlandaises, les Indes britanniques, les Etats-Unis, le Mexique, Venezuela, Cuba, la Colombie, l'Argentine, l'Uruguay, le Pérou, la Corée, la Chine, l'Indochine, l'Afrique méridionale, la Palestine, l'Egypte, l'Annam. D'autre part, 50 délégués de pays divers n'ont pu assister au Congrès du fait que leurs gouvernements respectifs les ont empêchés, soit en leur refusant un passeport, soit en les faisant arrêter.

En considérant cette assemblée du point de vue politique, on y remarque tout d'abord la diversité. Bien que le Congrès ait un caractère révolutionnaire prononcé, les tendances nationalistes bourgeois y sont fortement représentées. A côté d'eux, se trouvent les éléments de gauche de la Deuxième Internationale, comme le président du Congrès, Maxton, qui est en même temps le président du parti ouvrier indépendant (I.L.P.) de Grande-Bretagne, et le secrétaire de l'Internationale moderne des Transports, Edo Fimmen.

Les principaux participants au Congrès, c'est-à-dire les délégués des peuples des colonies, présentent toutes sortes de nuances. Contrairement à ce qui s'est passé au Congrès de Bruxelles, la Chine a, cette fois-ci, délégué presque exclusivement des communistes. Mais les Indes nous représentent leurs nationalistes révolutionnaires (Goutta), la tendance Gandhi et les communistes, ces derniers formant une infime minorité. En général, les peuples coloniaux ne sont pas bolchevistes. Pourtant, la note dominante du Congrès était communiste, et, surtout sous l'influence du conflit sino-russe, de tenaces efforts y furent faits pour entraîner la Ligue dans le sillon de Moscou, et la subordonner aux dominateurs de la Russie des Soviets.

Cette suprématie des communistes au Congrès s'explique : c'est que les peuples coloniaux, même non-communistes, considèrent les communistes comme l'unique parti politique des blancs qui soit digne de confiance, en ce qui concerne la lutte pour l'émancipation des peuples coloniaux, et voient en la Russie rouge l'unique gouvernement qui soutienne cette lutte.

On se rendra maintenant compte de la difficulté de la tâche que les trois délégués du Bureau International Antimilitariste, nos camarades Bot, de Lig et Müller Lehning, eurent à effectuer dans ce milieu, pour obtenir que la politique antimilitariste révolutionnaire et la conception anti-autoritaire de la lutte d'émancipation coloniale soit au moins mise à l'ordre du jour, et pour les faire voir sous leur véritable jour. D'autant plus que les révolutionnaires anti-étatsistes blancs n'avaient, à côté des délégués du B. I. A., envoyé des représentants que pour la Fédération libérale néerlandaise et l'Internationale des Jeunes anarchistes.

Sur des points importants, ce Congrès s'est distingué de celui de Bruxelles. Ce dernier avait été avant tout une démonstration, une première et imposante rencontre de toutes les races opprimées du monde, une présentation provisoire, pour ainsi dire, de toutes les puissances et de toutes les forces opposées à l'impérialisme. Le Congrès de Bruxelles était, en outre, très impressionné par les récentes victoires des révolutionnaires chinois, qui avaient mis l'Asie entière en ébullition. Le Congrès de Francfort, par contre, montrait une première tentative en vue de fixer consciemment et pour une durée d'au moins deux années, le caractère et l'action de la Ligue. On y était aussi très profondément affecté de la trahison des généraux chinois et de l'effroyable défaite subie par la révolution en Extrême-Orient.

Et tandis qu'à Bruxelles aucune prise de contact directe n'avait eu lieu entre le prolétariat révolutionnaire et le Congrès, celui de Francfort a eu un formidable écho dans une grande partie du prolétariat révolutionnaire allemand. Déjà l'ouverture, le 21 juillet, fournit l'occasion d'une démonstration populaire grandiose. Ce qui rendait la situation encore plus émouvante, c'était la possibilité d'une guerre entre la Russie et la Chine, d'autant plus que Moscou faisait, contre l'ennemi éventuel, une propagande belliqueuse d'un esprit tout traditionnel. Dès l'ouverture, on comprenait que Moscou allait, délibérément, s'efforcer d'attacher le Congrès et, si possible, la Ligue, à la remorque du Gouvernement bolcheviste.

Ces deux questions qui dominèrent le Congrès, le conflit sino-russe et l'orientation de la Ligue, apparurent immédiatement dans le discours de Pollitt le représentant de l'opposition syndicaliste anglaise. Se basant sur une vaste et pénétrante analyse de la situation politique et économique du monde, il tenta de rendre acceptable une prise de position franchement pro-russe de la Ligue dans le conflit extrême-oriental, même en cas de guerre, et il réclama une épuration de la Ligue de tous ses éléments douteux et indignes de confiance au point de vue révolutionnaire. Il repoussa pourtant énergiquement l'idée que la création de la Ligue n'aurait été qu'une machination bolcheviste.

Là-dessus, Hélène Stöcker vint exposer que la lutte émancipatrice nécessite une révision de ses procédés. Elle appelle l'attention sur la signification profonde de la grève comme moyen d'action contre l'impérialisme et la guerre, moyen qui permet aux travailleurs anglais, en 1920, d'empêcher un conflit armé avec la Russie des Soviets ; elle démontre la valeur particulière des méthodes d'action préconisées par Gandhi.

De Lig, parlant au nom du B. I. A., s'élève ensuite contre la conception selon laquelle la Ligue, sous prétexte de lutte contre l'impérialisme aurait à prendre place immédiatement derrière la Russie des Soviets et la Troisième Internationale.

Car, surtout en ce qui concerne les conflits avec l'Empire anglais d'Asie, la Russie soviétique, de même que ses Komminterns, mènent une politique extrêmement opportuniste, dont les résultats à ce jour ont été la création d'Etats bourgeois militarisés comme la Turquie, la Perse et la Chine. Il prévient contre la préconisation de l'indépendance nationale, qui, pour les peuples libérés, ne peut être qu'une dépendance et un esclavage au profit de nouveaux maîtres nationaux, de l'Internationale de l'armement et du capital bancaire, ce qui, pour la lutte révolutionnaire, reviendrait à se créer de nouveaux et de puissants adversaires. La Ligue n'a pas à participer à une telle politique ; au contraire, elle doit s'efforcer de prévenir la militarisation totale de l'Asie. Entre temps, les travailleurs occidentaux ont à pratiquer les méthodes d'action directe, qui priment naissance en Orient, tels le boycott et la non-coopération, ainsi que la grève générale, aussi bien contre la guerre que contre la préparation de celle-ci dans les usines et toute la vie économique.

On entendit ensuite, entre autres, Katayama, le délégué japonais, qui défendit énergiquement les conceptions de Pollitt. Par contre, Goutta déclara que les Indes britanniques se préparent, au moyen de la non-coopération, à se libérer de l'emprise anglaise. (La non-coopération est le refus de toute collaboration avec l'opresseur anglais, le refus de payer l'impôt, et autres tactiques de résistance passive.) Elle sera mise en application le 3 janvier 1930 si, à cette date, une indépendance pleine et entière n'a pas été accordée à ce pays.

Chiui Wito vient faire un exposé de la question chinoise, après quoi Müller Lehning a l'occasion d'expliquer, d'une manière aussi brève que claire, ce que le B. I. A. entend par tactique antimilitariste révolutionnaire.

Vu la marche de la révolution chinoise, le conflit pendant entre la Chine et la Russie et les conceptions de la majorité des congressistes, Müller Lehning met à l'ordre du jour la question de savoir si la guerre et les méthodes militaristes d'affranchissement du prolétariat peuvent encore être considérées comme acceptables. Il rappelle que Bruxelles déjà, il a souligné les dangers de ces méthodes. Le développement des événements en Chine, où les mêmes généraux qui furent acclamés au Congrès de Bruxelles, ont actuellement institué un Gouvernement fasciste terroriste, ouvriers et paysans de la plus épouvantable façon, a confirmé éloquentement ces prévisions. Tous ces événements ne sont possibles que par la complicité des travailleurs de race blanche qui fabriquent et transportent des armes pour la Chine. Le meilleur soutien que le prolétariat de race blanche puisse accorder aux races de couleur opprimées, consiste à détruire l'appareil militaire d'impérialisme par la grève générale révolutionnaire.

En outre, l'affranchissement des peuples opprimés est avant tout problème d'économie sociale qui ne peut être résolu par des méthodes belliqueuses. C'est pourquoi nous applaudissons aux méthodes de lutte des Indous, tant pour leurs résultats pratiques que du point de vue des principes. La Révolution russe étant, pour nous, autre chose que le Gouvernement de Moscou, nous accepterions, nous aussi, les moyens les plus désespérés pour empêcher toute attaque armée contre la Russie. Mais nous ne désirons pas nous déclarer solidaires de la politique du Gouvernement de Moscou et nous nous voyons obligés de rejeter des modes d'action dont l'unique résultat est d'organiser la guerre sur une base toujours plus large.

Si, selon la conception de Pollitt, la Ligue n'est pas une invention communiste, elle n'a pas non plus le droit de se placer sous la dictature d'un parti particulier, ou d'un système gouvernemental quelconque. Il faut trouver une base idéative, sur laquelle les organisations anti-impérialistes non-communistes puissent collaborer dans la Ligue à l'affranchissement de toutes les classes et de toutes les races du monde entier.

Ces conceptions du B. I. A. provoquèrent bien quelques protestations, mais aucune objection de principe ne leur fut opposée. Les communistes essayèrent de disqualifier ces vues comme étant pacifistes et un soutien apporté à l'impérialisme, parce que le B. I. A. ne désire pas suivre la politique gouvernementale russe.

Au Congrès se manifesta l'existence de deux tendances différentes ; il y avait ceux qui veulent faire de la Ligue une organisation située réellement au-dessus de tous les partis, et ceux qui veulent la mettre à la remorque de Moscou. Ces derniers, par leurs attaques presque unanimes contre Maxton, firent que celui-ci exprime son désir de démissionner de la présidence. Ces hostilités, poursuivies au sein des Communistes et dans les coulisses, aboutirent à la déclaration de Münzenberg, faite pendant son discours de clôture, que les anarchistes et les socialistes peuvent participer à la Ligue, et au discours très applaudi de Maxton qui promettait d'aller en Angleterre défendre le point de vue de la Ligue.

Lors du vote sur les résolutions politiques, Bot, représentant du B. I. A., fit une déclaration que nous résumons en quelques lignes :

« Bien que les résolutions politiques tiennent insuffisamment compte des conceptions concernant la tactique antimilitariste révolutionnaire du B. I. A. et des organisations anarchistes, leurs délégués ont pourtant décidé de les voter, car ils en acceptent les grandes lignes, et parce que, d'autre part, les déclarations loyales de Maxton et de Münzenberg sont venues accentuer le caractère d'indépendance de la Ligue à l'égard des partis. »

Ils considèrent la Ligue comme une organisation très propre à unir le prolétariat de race blanche aux peuples de couleur dans leur lutte pour l'émancipation du monde. »

LA COMMISSION INTERNATIONALE
ANTIMILITARISTE.

TRIBUNE SYNDICALE

LA LEÇON DU 1^{er} AOÛT

Le Parti communiste avait écrit dans « l'Humanité », que la journée du 1^{er} août ne devait être à aucun prix considérée comme une journée ordinaire. Son but est véritablement de réaliser un tournant historique dans le mouvement ouvrier. Rendons cette justice au parti communiste qui a su voir juste dans la circonstance, à la différence près que le tournant historique ne s'est pas effectué dans le sens indiqué, c'est-à-dire vers une vitalité renaissante du prolétariat. La « Journée Rouge » a été une « Journée Blanche ». La rue a été prise, mais non par la classe ouvrière. Cette erreur — dont nous ne nous attardons pas à rechercher la sincérité — n'est point faite pour nous étonner. Nous la laissons prévoir ici-même au lendemain du 1^{er} mai, et son dernier terme sera, nous le répétons, le putsch. Si peu nombreux que soient les chefs communistes courageux, il en restera encore quelques-uns pour se lancer dans l'aventure qui sera d'autant plus proche qu'ils sentiront s'amoindrir leur influence politique sur les masses ouvrières.

Sans être au vrai au « tournant historique », ce premier août marquera un moment historique du rapport entre les classes en dépit du sourire ironique que nous avons perçu sur certaines lèvres, ou de la légèreté dédaigneuse de certains articles de la presse ouvrière. En raison même de ce caractère, il importe d'examiner sérieusement, et autrement qu'en dressant un réquisitoire contre le parti communiste, ce qu'a été non seulement la manifestation, mais l'ensemble de la situation.

Le parti communiste n'est pas resté fidèle à l'enseignement de Lénine qui n'hésitait pas à déclarer publiquement qu'il s'était trompé et revenait sur une position de repli. Cette infidélité à une règle du maître lui sera fatale, car de nouveau quoiqu'en dise le parti communiste — l'échec de la manifestation est incontestable. Non seulement les travailleurs n'ont pas pris la rue, mais encore le travail n'a pas cessé dans les usines ce jour-là. Pourtant, le parti communiste avait mis de nombreux atouts dans son jeu. Après avoir abandonné le mot d'ordre de grève générale de 24 heures primitivement lancé, le parti communiste s'était rabattu sur une tactique pas mauvaise du tout dans la circonstance et qui consistait à rentrer dans les usines le matin et ne les abandonner qu'une heure avant midi. Cette tactique était la seule susceptible d'entraîner le maximum de travailleurs dans la grève : il est plus facile de faire débrayer une usine qu'il est difficile, le matin, de la faire embrayer, surtout quand la police est en force devant les portes.

L'autre part, depuis trois mois « l'Humanité » menait une vigoureuse campagne de préparation pour le 1^{er} août. Si vraiment l'appréhension du parti communiste sur le degré de radicalisation des masses ouvrières était juste, ces deux éléments conjugués, préparation et tactique de débrayage, devaient assurer la réussite totale de la manifestation, en dépit de l'arrestation, à la presque dernière heure, des militants et la saisie de l'« Humanité ».

De l'échec de cette manifestation faut-il en déduire que l'influence communiste est nulle sur les masses ouvrières ? D'aucuns le proclament déjà, laissons-les se donner des satisfactions, notre tâche est autre. La manifestation du 1^{er} août nous permet justement non pas de nier l'influence du parti, mais d'en dégager la nature plus exactement que nous l'avions déjà fait.

Les conditions de vie qui sont de plus en plus difficiles pour les travailleurs, engendrent naturellement chez eux un mécontentement qu'il faut être largement pourvu soi-même pour ne pas comprendre. Parallèlement se poursuit, à une cadence accélérée, une « prolétarianisation » des masses ouvrières sous la forme de la destruction des catégories professionnelles, réduisant ainsi les moyens de résistance prolétarienne au minimum.

De cet état de fait, et suivant la prédiction marxiste, les communistes ont déduit que la « prolétarianisation » s'accompagnerait automatiquement d'un esprit révolutionnaire des masses prolétariennes, d'où leur effort considérable dirigé vers les couches inférieures du prolétariat et leur affirmation de la « radicalisation » de la classe ouvrière. Le malheur est que les faits montrent actuellement la thèse marxiste et que si il y a vraiment prolétarianisation, il n'y a pas révolte mais résignation. Par conséquent, l'influence communiste ne s'exerce que dans la mesure où sa politique se plie jusqu'à se confondre avec le désir de satisfactions matérielles immédiates que nourrissent les masses ouvrières. Au delà de cette limite, l'influence communiste n'existe plus. C'est en vain que le parti communiste fera appel au prolétariat pour la réalisation du moindre chapitre de son programme. Le prolétariat — il faut le dire — n'a ni conscience de sa valeur ni de son rôle, et il n'est peut-être pas seul responsable de ne l'avoir pas appris. Pour nous, donc, l'échec de la manifestation ne marquerait pas la chute irrémédiable de l'influence communiste si le parti restait dans la limite que nous avons indiquée plus haut.

Si le parti communiste jouissait d'une plus grande liberté de mouvement vis-à-vis de l'Internationale Communiste — ce qui lui permettrait d'atteindre, entre autres choses, une homogénéité politique qu'il n'a jamais eue en dépit de sa discipline rigoureuse — peut-être pourrait-il distinguer la nature exacte de son influence sur les masses ouvrières et agir en conséquence. Alors l'échec du 1^{er} août n'entraînerait pas irrémédiablement la perte de son influence. Cependant l'attitude publique que le parti a prise dès le 2 août semble lui fermer cette voie. Attitude qui a comme aboutissant logique, nous le répétons, le putsch.

La valeur historique de ce 1^{er} août réside dans les mesures que la bourgeoisie a prises pour se protéger. Des esprits faciles ont exercé leur ironie ou leur verve sur ce qu'ils ont appelé des « précautions disproportionnées avec le danger couru ». Ils n'ont vu toutes ses forces armées déployées

qu'au travers de deux mégalomanes en mal de publicité.

La réalité est tout autre. La bourgeoisie si elle a ses trainards, possède aussi son avant-garde. Elle compte dans ses rangs des hommes pour qui la courte vue n'est pas le principal défaut et qui savent, au delà de la situation présente, prévoir la situation future. Mieux que quiconque, ceux-là connaissent la nature de l'influence communiste et les possibilités révolutionnaires du parti français. Les agents qu'ils entretiennent tant dans le parti que dans la C.G.T.U. — et quelquefois aux plus hauts postes de ces organismes — les fixent sur ce point et leur évitent toute erreur d'appréciation. La suppression des libertés publiques, la création de corps spéciaux (ceci avec l'appui des nafs socialistes qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez) la mobilisation de toutes les forces de répression visent beaucoup plus à prévenir un état de chose susceptible d'éclater qu'à combattre un danger immédiat. L'infrastructure de nos sociétés capitalistes en pleine voie de transformation ne peut s'accommoder de la superstructure de ce dernier demi-siècle. En un mot, le capitalisme moderne, — bancaire et industriel — cherche son expression politique qui n'est plus, qui ne peut plus être ce qu'on a improprement nommé jusqu'ici la démocratie. Avec la démocratie on a pu donner l'illusion au prolétariat qu'il avait une part de souveraineté ; les partis qui lui ont répété à satiété qu'il pourrait un jour par le jeu régulier des institutions existantes, non seulement augmenter cette part, mais être le seul souverain, ont entretenu cette illusion. Cette illusion, si peu gênante qu'elle fut pour le développement du capitalisme, aujourd'hui, lui pèse encore trop. Les partis politiques engendrés par la démocratie, pour augmenter chacun sa clientèle électorale, essaient de tempérer ce qu'ils appellent les abus du capitalisme. Or au point où est arrivé le capitalisme dans son évolution, il ne peut plus tolérer le moindre contrôle de ses actes si minime soit-il. Les cadres politiques dans lesquels il s'est mu jusqu'à présent sont trop étroits ; il aspire à les briser. L'assurance et l'exigence croissent avec la puissance. Régner sur tout, et tout seul, même par la force, voilà la tendance actuelle du capitalisme. Les prétendus réalistes — ceux qui ne s'embarrassent pas de théories — qui font appel aux principes démocratiques pour les sortir de la situation présente, prouvent simplement qu'ils ne comprennent rien à leur temps. De même lorsqu'ils tiennent les communistes pour responsables de l'attitude gouvernementale. L'agitation communiste n'est qu'un prétexte qui permet au capitalisme — ou à ses chargés d'affaires — d'éprouver l'efficacité de ses instruments de combat ; le prétexte, s'il ne se présentait pas, n'en pécherait pas que les instruments n'en soient pas moins réels.

Que les communistes gênent certaines organisations, cela n'est pas contestable ; mais que celles-ci s'imaginent reprendre le terrain perdu — en restant fidèles à la nature de leur origine bien entendu — lorsque le parti communiste et C.G.T.U. seront anéantis, rien de plus faux.

D'aucuns affirment, qu'après la manifestation du 1^{er} août, la classe ouvrière n'a pas le choix des moyens pour se défendre, et que la meilleure méthode est encore celle des réalistes (qui pensent tirer le maximum d'une entente entre le Capital et le Travail). Les solutions simplistes ont toujours eu beaucoup d'attrait sur les observateurs superficiels des faits, et cette façon de tirer un enseignement de la « journée rouge » n'est pas faite pour nous étonner. Mais pour notre part nous en tirerons un autre.

La preuve vient de nous être donnée une fois de plus, et on ne peut plus clairement que la « rue » est imparable par la classe ouvrière, et que les partis qui la conviennent dans l'avenir à cette action démontrent leur faiblesse et la situation désespérée dans laquelle ils se trouveront. Il importe donc pour les syndicalistes de réviser les moyens d'action sur lesquels ils se sont appuyés jusqu'ici. Sans répudier le principe de la grève générale, il convient de l'adapter à une forme nouvelle. La grève générale ne doit plus être la cessation de la production tout court et l'insurrection dans la rue, mais la cessation de la production capitaliste suivie immédiatement de la reprise du travail pour une production socialiste. Du caractère négatif, la grève générale doit passer au caractère positif.

Mais un pareil moyen d'action pose nettement le problème de la capacité technique et sociale de la classe ouvrière. Dans l'état actuel des choses, possède-t-elle cette capacité ? Pas de fausse honte, il faut répondre : non.

Nos syndicats ont été les produits de l'évolution économique ; à l'origine ils furent des organismes de résistances. Sous l'impulsion d'une génération clairvoyante, ils devinrent des institutions sociales agissant comme facteurs sociaux, ayant un mouvement propre. Ainsi nos bourses du travail, nos fédérations, notre confédération. Mais ce mouvement fut entravé par les partis politiques, produits de la démocratie bourgeoise, au grand profit du capitalisme qui créa son propre mouvement et ses institutions. Cette capacité technique et sociale, la classe ouvrière ne l'acquerra que dans ses syndicats auxquels elle redonnera son mouvement propre et, dans la mesure où, produits de l'évolution économique les syndicats réagissent sur elle.

Finissons-en de nous gargariser avec les formules révolutionnaires.

Tout cela ne prend de signification que pour autant que la classe ouvrière ne sera pas inerte et indolente en face des problèmes de production, mais les saisira dans toute leur ampleur. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager au plus tôt, c'est la seule qui mènera à l'émancipation véritable de la classe ouvrière. Ceux qui négligeront cette préparation technique et sociale du prolétariat et qui parleront de transformation sociale pourront être tenus pour des farceurs dangereux.

Le parti communiste a écrit dans « l'Humanité », que la journée du 1^{er} août ne devait être à aucun prix considérée comme une journée ordinaire. Son but est véritablement de réaliser un tournant historique dans le mouvement ouvrier. Rendons cette justice au parti communiste qui a su voir juste dans la circonstance, à la différence près que le tournant historique ne s'est pas effectué dans le sens indiqué, c'est-à-dire vers une vitalité renaissante du prolétariat. La « Journée Rouge » a été une « Journée Blanche ». La rue a été prise, mais non par la classe ouvrière. Cette erreur — dont nous ne nous attardons pas à rechercher la sincérité — n'est point faite pour nous étonner. Nous la laissons prévoir ici-même au lendemain du 1^{er} mai, et son dernier terme sera, nous le répétons, le putsch. Si peu nombreux que soient les chefs communistes courageux, il en restera encore quelques-uns pour se lancer dans l'aventure qui sera d'autant plus proche qu'ils sentiront s'amoindrir leur influence politique sur les masses ouvrières.

Sans être au vrai au « tournant historique », ce premier août marquera un moment historique du rapport entre les classes en dépit du sourire ironique que nous avons perçu sur certaines lèvres, ou de la légèreté dédaigneuse de certains articles de la presse ouvrière. En raison même de ce caractère, il importe d'examiner sérieusement, et autrement qu'en dressant un réquisitoire contre le parti communiste, ce qu'a été non seulement la manifestation, mais l'ensemble de la situation.

Le parti communiste n'est pas resté fidèle à l'enseignement de Lénine qui n'hésitait pas à déclarer publiquement qu'il s'était trompé et revenait sur une position de repli. Cette infidélité à une règle du maître lui sera fatale, car de nouveau quoiqu'en dise le parti communiste — l'échec de la manifestation est incontestable. Non seulement les travailleurs n'ont pas pris la rue, mais encore le travail n'a pas cessé dans les usines ce jour-là. Pourtant, le parti communiste avait mis de nombreux atouts dans son jeu. Après avoir abandonné le mot d'ordre de grève générale de 24 heures primitivement lancé, le parti communiste s'était rabattu sur une tactique pas mauvaise du tout dans la circonstance et qui consistait à rentrer dans les usines le matin et ne les abandonner qu'une heure avant midi. Cette tactique était la seule susceptible d'entraîner le maximum de travailleurs dans la grève : il est plus facile de faire débrayer une usine qu'il est difficile, le matin, de la faire embrayer, surtout quand la police est en force devant les portes.

L'autre part, depuis trois mois « l'Humanité » menait une vigoureuse campagne de préparation pour le 1^{er} août. Si vraiment l'appréhension du parti communiste sur le degré de radicalisation des masses ouvrières était juste, ces deux éléments conjugués, préparation et tactique de débrayage, devaient assurer la réussite totale de la manifestation, en dépit de l'arrestation, à la presque dernière heure, des militants et la saisie de l'« Humanité ».

De l'échec de cette manifestation faut-il en déduire que l'influence communiste est nulle sur les masses ouvrières ? D'aucuns le proclament déjà, laissons-les se donner des satisfactions, notre tâche est autre. La manifestation du 1^{er} août nous permet justement non pas de nier l'influence du parti, mais d'en dégager la nature plus exactement que nous l'avions déjà fait.

Les conditions de vie qui sont de plus en plus difficiles pour les travailleurs, engendrent naturellement chez eux un mécontentement qu'il faut être largement pourvu soi-même pour ne pas comprendre. Parallèlement se poursuit, à une cadence accélérée, une « prolétarianisation » des masses ouvrières sous la forme de la destruction des catégories professionnelles, réduisant ainsi les moyens de résistance prolétarienne au minimum.

De cet état de fait, et suivant la prédiction marxiste, les communistes ont déduit que la « prolétarianisation » s'accompagnerait automatiquement d'un esprit révolutionnaire des masses prolétariennes, d'où leur effort considérable dirigé vers les couches inférieures du prolétariat et leur affirmation de la « radicalisation » de la classe ouvrière. Le malheur est que les faits montrent actuellement la thèse marxiste et que si il y a vraiment prolétarianisation, il n'y a pas révolte mais résignation. Par conséquent, l'influence communiste ne s'exerce que dans la mesure où sa politique se plie jusqu'à se confondre avec le désir de satisfactions matérielles immédiates que nourrissent les masses ouvrières. Au delà de cette limite, l'influence communiste n'existe plus. C'est en vain que le parti communiste fera appel au prolétariat pour la réalisation du moindre chapitre de son programme. Le prolétariat — il faut le dire — n'a ni conscience de sa valeur ni de son rôle, et il n'est peut-être pas seul responsable de ne l'avoir pas appris. Pour nous, donc, l'échec de la manifestation ne marquerait pas la chute irrémédiable de l'influence communiste si le parti restait dans la limite que nous avons indiquée plus haut.

Si le parti communiste jouissait d'une plus grande liberté de mouvement vis-à-vis de l'Internationale Communiste — ce qui lui permettrait d'atteindre, entre autres choses, une homogénéité politique qu'il n'a jamais eue en dépit de sa discipline rigoureuse — peut-être pourrait-il distinguer la nature exacte de son influence sur les masses ouvrières et agir en conséquence. Alors l'échec du 1^{er} août n'entraînerait pas irrémédiablement la perte de son influence. Cependant l'attitude publique que le parti a prise dès le 2 août semble lui fermer cette voie. Attitude qui a comme aboutissant logique, nous le répétons, le putsch.

C. G. T. S. R.

Du bluff à la réalité

En principe, il est aussi facile d'écrire un cent aussi bien qu'un million, c'est d'ailleurs avec cette formule que les Orthodox réussissent à truquer les lois de l'arithmétique.

Ainsi, lorsque dans une réunion corporative... dix disciples ont répondu : présent, le lendemain la « Pravda » ajoute un zéro au nombre, ça fait cent. Ça fait surtout, mieux que tout, à l'œil, ça ne participe à aucune action, n'est même pas syndiqué, mais appartient au grand parti des petites masses.

S'il s'agit d'un meeting, c'est kif-kif, on ajoute un ou deux zéros, ça jette un jus colossal, si c'est une démonstration ou l'appel aux masses à relâcher pendant des semaines, comme la grande journée du Grand Soir, ça a beau être un gigantesque bluff, nos moscouitaires alors centuplent les chiffres.

Ça fait toujours très bien pour les croyants qui lisent et ils pensent alors que c'est arrivé. En mathématiques, le problème posé des équations ne peuvent être truquées, même à plusieurs décimales.

Ne revenons pas sur de vieilles affaires ou même sur la plus récente qui remonte au premier de ce mois, tout ceci reste classé parmi l'histoire ancienne.

Tout de même en ce qui concerne notre industrie, ouvrons une parenthèse quand il s'agit de « mouvements corporatifs » et sachons distinguer entre les mots échecs et victoires.

Exemple : la dernière grève des métros en construction, déclenchée par la U., est un échec retentissant puisqu'aussi bien le patronat a pu lock-outter quelques centaines de compagnons.

La Pravda a, cependant, crié à la victoire et alors ?... Un des galvanisés, par ordre bien entendu, nous disait l'autre jour : Y a eu l'Espresso qui font qu'elles choses, vous, que dale ! Parions, disons-nous, il y a un « distinguo » entre faits, quelque chose de bien et quelque chose de mal.

Nous jugeons, nous, que déclencher des mouvements de boîtes, de chantiers, voire des grèves générales sur mots d'ordre, c'est faire quelque chose de mal, car, à ce moment, le travail ainsi exécuté est un « travail » de parti et de patrons.

Le but recherché et toujours Par Ordre est la propagande maisaine en faveur d'un parti, parti hybride et de factieux. Or l'Espresso sont rétribués pour accomplir ces besognes que nous qualifions de besoins d'assèchement, car elles entraînent des syndicalistes sérieux de s'occuper de la véritable mise des vrais prolétaires de la Bâtisse. C'est précisément cela qui nous répugne à soutenir ou même à contempler, car cela attriste et affe.

Un autre de ces boys moscouitaires nous faisait à la fin l'autre jour : « Tout ce qui n'est pas à la U. est traître, rouge et jaune ». Pauvre misérable, pauvre fanatique qui n'a pas connu le temps où, sur les chantiers, nous lutions personnellement contre les jaunes des Biétry et William Fortier.

Au contraire, nous disons que nous ne faisons aucune distinction entre le porteur d'une carte d'adhésion corporatif, ou de la vieille C. G. T. ou même de la U.

Il suffit que le syndiqué sache pourquoi il l'est, qu'il n'obéisse à aucun mot d'ordre, qu'il s'entende avec ses frères de misère s'il ne réussit à les convaincre à l'une ou l'autre école, du moins s'il y a mouvement, à ce moment-là, les choses d'aujourd'hui seront plus grandes, les résultats plus palpables.

C'est avec des états d'esprit aussi déplorables qu'ils nous est impossible d'appliquer le tarif régional minimum de 7 francs de l'heure.

Plus nous y songeons, plus nous serons les pions.

Quand les travailleurs de notre industrie comprendront, ils voudront, et cela sans, les autres. — La 13^e Région Fédérale.

Jeunesse Syndicaliste et Intercorporative de la Seine

GRANDE BALADE CHAMPETRE

DIMANCHE 11 AOÛT

A NOISY-LE-GRAND

Prendre le tram 120 à la porte de Vincennes et descendre au terminus. Des flèches indiqueront le chemin.

Jeunesse Syndicaliste. — Réunion mardi 13 août, à 9 h., Bourse du Travail, bureau 31, 4^e étage. L'ordre du jour étant très important, la présence de tous est indispensable. — Le secrétaire.

1^{re} Union Régionale. — Sous les auspices du S. U. B., une importante réunion d'information aura lieu ce soir, vendredi, à 20 h. 30, salle Henri-Picard, Bourse du Travail.

Les militants de toutes les industries doivent se rendre à cette réunion, d'être présents, une importante question d'ordre du jour.

Prévoir de faire circuler cet avis.

Le Comité de Rédaction du « Combat Syndicaliste » rappelle aux organisations que la copie devra lui parvenir le mardi 13 courant au plus tard. Que chacun fasse donc le nécessaire pour faciliter notre tâche.

DANS LE S.U.B.

L'assemblée générale du S. U. B. n'a pu avoir lieu (en raison du refus de la C. A. de la Bourse de prêt) les samedis 1^{er} et 8 août à sa date habituelle. C'est-à-dire le 1^{er} jeudi de chaque mois. La date et l'heure où elle aura lieu paraîtront dans le prochain numéro du « Libertaire ».

Commission du Journal. — Réunion vendredi 23 août, à 18 heures, au siège. Un appel spécial a été fait aux camarades désireux de voir sortir notre publication sous un grand format, pour qu'ils envoient de la copie pour cette date. Il est demandé également aux secrétaires des sections d'envoyer leur rubrique pour les sections techniques le plus tôt possible.

Réunions des Sects suivantes :

Dimanche 11 août, à 9 h. du matin :

Cimentiers, Maçonnerie et aides. — Petite salle des grèves, Bourse du Travail.

Maçonnerie-Pierre. — Salle de Commission, 2^e étage, cours du Travail.

Charpentiers en bois. — Bourse du Travail.

Mardi 13 août, à 17 h. 30 :

Menuisiers. — Salle de Commission, 2^e étage, Bourse du Travail.

Serruriers. — Salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Mercredi 14 août, à 17 h. 30 :

Carreleurs-Faïenciers. — Salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Peintre. — Bourse du Travail.

Permanences du dimanche. — Dimanche 11 août, Fontaine ; dimanche 18 août, Litt Auguste ; dimanche 25 août, Ravel.

Syndicat Autonome de la Chaussure. — Notre camarade Jungers malade assez gravement depuis cinq semaines et vient de subir une opération à l'hôpital Saint-Louis.

Nous faisons un pressant appel à la solidarité pour notre vieux ami, qui est un des doyens des syndiqués de la chaussure de Paris.

Apporter les fonds à la Bourse du Travail, 5^e étage, bureau 21, tous les samedis de 15 h. à 18 heures. — Pour le Syndicat : Estève.

LA VIE DE L'UNION

Aux Groupes de l'U.A.C.R.

Pour mieux coordonner les efforts des groupes et des militants, pour assurer une correspondance suivie entre les compagnons amarchistes communistes, la Commission administrative a décidé de remanier le secrétariat de l'U. A. C. R. sur la base de la répartition des efforts. Désormais au lieu d'un secrétaire unique, trois camarades auront la responsabilité d'assurer les relations intéressant notre mouvement. Cette décision est le point de départ d'une réorganisation administrative de l'U. A. C. R. et aussi d'une activité accrue qui doit se manifester l'hiver prochain.

Il reste aux groupes, aux compagnons, à accueillir favorablement cette transformation en prenant l'engagement de devenir, dès aujourd'hui des correspondants réguliers de l'U. A. C. R.

Les camarades chargés de recevoir et de répondre à la correspondance, sont :

Pour le Nord, le Nord-Ouest et l'Est : Jean Girardin. Le camarade Girardin est également correspondant pour l'extérieur.

Pour le Midi, le Sud et Sud-Est et l'Algérie : Jean Ribeyron. Le camarade Ribeyron est aussi chargé de correspondre avec les anarchistes de langue italienne en France.

Pour l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest : Pierre Odéon. Le camarade Odéon recevra en outre la correspondance des compagnons de langue espagnole en France.

Le trésorier de l'U.A.C.R. est le camarade Jean Ribeyron.

L'adresse unique du Secrétariat de l'U.A.C.R. est fixée : 72, rue des Prairies, Paris-20^e.

Que tous prennent bonne note de cet avis.

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 11^e et 12^e. — Réunion mardi 13 août, à 20 h. 30, au local habituel.

Groupe des 13^e et 14^e. — Réunion tous les mardis chez Barret, 10, rue de l'Arbalète. A dater du 15 août, le groupe se réunira à la Maison des Syndicats, 163, boulevard de l'Hôpital. Prière aux camarades d'en prendre bonne note.

Groupe des 17^e et 18^e arrondissements. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, salle de l'Indépendance, 48, rue Duhamel (18^e).

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Dans sa dernière réunion le groupe a décidé de se réorganiser sur des bases nouvelles. Dans notre cité essentiellement ouvrière nous faisons appel aux camarades pour venir parmi nous afin

LA VOIX DE PROVINCE

MONTPELLIER

Les flûtes opèrent !

La veille du 1^{er} août, ce n'est certes pas le Groupe d'Etudes Sociales de Montpellier qui croyait avoir des ennemis, ayant proclamé plusieurs fois comme anarchiste, qu'il ne croyait nullement à la révolution déclenchée sur commande et à l'heure H ; or, il avait compté sans les désirs de Tardieu-Nogko-Sangkka, qui veut à toute force faire montre aux yeux de la bourgeoisie, de sauveur de la République 3^e de nom.

Donc, le 31 juillet, vers 14 heures, notre camarade René Ghislain était arrêté, maintenu jusqu'à 17 heures sans motif, dans les locaux de la police et enfin, accompagné à son domicile où, naturellement, 6 de ces messieurs perquisitionnèrent. Une brochure, la bande d'un volume, des choses insignifiantes (et pour cause) furent emportées, mais l'on amena Ghislain à la mairie, où, à 20 heures, il dut (avec son argent) acheter de quoi dîner.

Vers 21 heures, trois étrangers arrêtés dans les mêmes conditions vinrent lui tenir compagnie. En fin, à 22 h. 30, nos quatre copains furent relâchés, sans que personne leur fournît un motif plausible d'arrestation.

Nous n'aurons pas la naïveté d'invoquer ici, les droits de l'homme de la Sainte Législation, il y a à un peu d'étonnement de notre part, à être arrêtés, perquisitionnés et relâchés illégalement, parce qu'il a plu à un parti politique d'avertir à sons de trompe, que le grands soir était arrivé. Dorénavant, quand les boulangers ou les relations organisent un Congrès, nous saurons ce qu'il nous reste à faire. Fuir à la campagne afin d'éviter les attentements des mouches policières, dont Fly-Tox, Cobra et simoun ne nous ont pas encore débarrassés.

Le Groupe...

TOULON

Appel à tous les amis

Sur l'heureuse initiative du camarade Quiniou, le groupe anarchiste de Toulon avait décidé dernièrement d'organiser une série de conférences publiques tous les samedis.

Samedi dernier, notre camarade Jacques Laurent, fit la première conférence devant de nombreux camarades.

Devant le succès de cette première tentative, nous avons décidés, en commun accord, de continuer et d'intensifier notre propagande. Donc tous les samedis, à 21 heures dans le local des Jeunesses Libres, 14, rue Nicolas-Lugier, les amis se retrouveront de plus en plus nombreux.

Comme auparavant, une réunion aura lieu tous les vendredis, à 18 heures, réservée aux compagnons anarchistes et sympathisants.

Samedi 10, conférence par le camarade Albertini. Sujet traité : Le Matérialisme contemporain.

Un pressant appel est fait aux contradicteurs spiritualistes et de toutes tendances.

Pour le groupe :

La Commission de propagande.

COMMUNICATIONS DIVERSES

Syndicat du Chauffage. — Le travail dominant, en ce moment dans la corporation, il en résulte que la journée de 8 heures est de fait inexistante : trop de corporanls se font les complices du Patronat. Nous rappelons aux copains conscients que toutes les infractions à la journée de 8 heures qui viennent à leur connaissance doivent être signalées sans retard au Syndicat du Chauffage, Bourse du Travail, Bureau 14, 4^e étage, ou à la Permanence du S. U. B., Bureau 30, 4^e étage où le nécessaire sera fait.

N.B. — Le Conseil se tient tous les mardis à 18 heures, Bureau 14, 4^e étage.

Groupe ouvrier anarchiste de Liège. — Les travailleurs désireux de s'instruire, sont cordialement invités aux causeries libres, que le groupe organise tous les vendredis, à la Maison des Syndicats, 20, rue de la Loi, à 19 h. 30.

Liège. La causerie du 16 août aura pour titre : « Les anarchistes et le commerce ».

d'intensifier la propagande anarchiste communiste. Exceptionnellement, le groupe se réunira jeudi 8 août en commun avec le groupe du 18^e arrondissement.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion, vendredi 9 août, à 20 h. 30, 4, rue Suger. Discussion sur l'école du propagandiste. Présence indispensable de tous.

PROVINCE

Fédération du Languedoc

Tournée Bastien. — Les groupes organisateurs de conférence : Bastien doivent avoir tous reçu le compte-rendu de cette tournée ; nous les prions donc de faire connaître à quels travaux ils désirent que soit versé le reliquat de cette tournée.

Le Congrès régional. — Les groupes anarchistes du Midi ont reçu ou vont recevoir dans quelques jours une proposition de Congrès ; il est du devoir de chacun de faire connaître son point de vue sur cette question si importante.

En attendant que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour la bonne organisation de ce Congrès, nous demandons aux groupes et camarades de Bordeaux, Bayonne, Biarritz, Le Boulou, Tarbes, Pau, Vic-en-Bigorre, Lavelanet de se mettre en relations avec le secrétaire de notre Fédération qui leur transmettra la dite proposition, ainsi que toutes les indications nécessaires. — Les secrétaires.

Adresser la correspondance à Louis Estève, à Coursan (Aude).

Lézignan. — Les amis et sympathisants de Lézignan et environs pourront se procurer « Le Libertaire » au bureau de tabac Laiffite, face au café des Sports.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas, se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Saint-Brieuc. — Les camarades de la localité sont informés qu'ils trouveront le « Libertaire », le samedi chez Charles Madec, 11, rue Saint-Guillaume.

Groupe de Toulouse. — Réunion du groupe tous les samedis, au local, 43 bis, rue Saint-Charles.

Groupe dachas en commun. — Répartition des denrées tous les dimanches matin, rue Saint-Charles, 43 bis.

Librairie Sociale. — Saint-Sernin, angle rue Saint-Bernard. Tirage de la Géographie Universelle, de Reclus, samedi 10 août.

Pour que vive le Libertaire

Souscriptions reçues du 23 juillet au 6 août 1929

Un copain de l'autre côté des Alpes, 10 ; Delgado, 10 ; Razat Félix, 10 ; Mignot Robert, 5 ; Guyard Félix, 2 ; Albert, 2 ; Varnotte, 20 ; Mafarouffe, 450 ; Marcel Bochet, 5,25 ; Soyex Georges,